

MARDI 19 AVRIL 2016

"En route vers la dépression économique finale."

- = **Nomi Prins** vient de lancer un sombre avertissement sur ce qui va déclencher l'effondrement de l'économie mondiale p.1
- = La révolte des esclaves de la dette a commencé (Wolf Richter) p.3
- = « Tout cela va exploser à la face de la Fed », Schiff met en garde chez Alex Jones – « Trump a raison, l'Amérique est brisée » p.7
- = **Le pétrole fait pchitt après la réunion de Doha** (Laurent Horvath) p.9
- = **Pétrole : le sommet de Doha est un échec** (Philippe Béchade) p.11
- = «**Révélation sur le Laboratoire expérimental avancé !!...**» (Charles Sannat) p.14
- = **Comment Bitcoin pourrait conduire à l'anarchie mondiale** (Charles Sannat) p.17
- = **Italie, tout va très bien madame la marquise** (Bruno Bertez) p.20
- = **Attendez-vous à en entendre parler : la faillite de Peabody Energy et l'avenir du charbon** (Thibault Laconde) p.23
- = **Agir aujourd'hui ou rechuter demain** (Jean-Marc Vittori) p.24
- = **L'Arabie Saoudite menace de vendre 750 milliards de dollars d'actifs américains** p.27
- = **L'helicopter money... jusqu'où ira le délire monétaire des banques centrales ?** p.28
- = **Chine: croissance de 1,1% au 1er trimestre, la plus faible depuis 2011** p.31
- = **Corée du Sud: Les exportations d'automobiles reculent pour le cinquième mois consécutif en mars** p.33
- = **Une nouvelle nation de l'OPEP, le Nigéria, se tourne vers le yuan** p.34
- = **Concentrations records de CO2: la barre des 410 ppm en vue à Mauna Loa** p.35
- = **BIOSPHERE-INFO, le pacte écologique de Nicolas Hulot** p.38



Nomi Prins vient de lancer un sombre avertissement sur ce qui va déclencher l'effondrement de l'économie mondiale

KingWorldNews , publié par BusinessBourse Le 18 Avril 2016



Aujourd'hui, Nomi Prins, ancienne directrice de Goldman Sachs qui a également travaillé pour Bear Stearns, Lehman Brothers et Chase Manhattan Bank, vient de lancer un sombre avertissement sur ce qui va déclencher l'effondrement total de l'économie mondiale.

Nomi Prins est devenue auteur et journaliste sur son site nomiprins.com sur lequel elle dévoile les coulisses du pouvoir et la domination des États-Unis par une minorité de banquiers.

Nomi Prins: ” On a déjà de l’inflation. Est-ce que pour autant le marché obligataire a baissé ? Il perdra de la valeur lorsque ces politiques monétaires seront à bout de souffle ou lorsqu’elles seront retirées. Voilà pourquoi les banques centrales maintiennent une coordination et ont tellement peur de revenir sur ce qu’elles ont mis en place en 2008...

Si l’une de ces politiques monétaires avaient eu le moindre effet réel sur la croissance, alors les banques centrales n’auraient pas eu besoin de les poursuivre depuis des années, ce qui signifie que ces politiques ne continuent d’être appliquées que pour faire gonfler les actifs du secteur financier et créer des liquidités qui n’auraient pas dû être utilisées à cet effet.

Donc, aussi longtemps que les banques centrales poursuivront leurs injections monétaires, nous continuerons à voir ces actifs soutenus. Et lorsqu’elles arrêtent de le faire, ce qui ne peut pas se produire bien longtemps, lorsqu’elles commencent à augmenter les taux, lorsque il y a des défauts sur les obligations d’entreprises, en particulier dans le secteur pétrolier dans les pays en dehors des États-Unis, pour qui même si les cours du pétrole ont récemment rebondi font toujours face à des défauts et à des dépréciations, et enfin lorsque toutes ces conséquences commencent à s’accumuler et à se répéter, c’est là que vous commencez à voir les obligations ainsi que les actions baisser significativement. ”

Eric King: “En fonction de ce qui se passe actuellement, est-ce le début de la fin du système financier mondial actuel ?”

Nomi Prins: “Ca l’est. Nous nous orientons vers l’anéantissement de ce cadre de création monétaire. L’unique stratégie fut celle de l’impression monétaire – et ce processus de stimulation par le biais de l’injection monétaire est sans précédent dans toute l’histoire.

Et lorsque les injections de liquidités disparaissent, c’est à ce moment là que tout commence à dérailler pour l’économie et le système financier qui sont du coup livrés à eux-mêmes, et alors les choses commencent à implorer très rapidement. Voilà ce qui effraie tant. Et c’est la raison pour laquelle, les efforts coordonnés des banques centrales se poursuivent. C’est cette crainte qui fait que les banques centrales se coordonnent puisqu’elles ont peur d’assister à l’implosion complète du système financier et bancaire.

[Ci-dessous l’intégralité de l’intervention de Nomi Prins](#)



King World News
Nomi Prins 4:16:2016

SOUNDCLOUD

Follow

Cookie policy

24:50

<http://www.businessbourse.com/2016/04/18/nomi-prins-vient-de-lancer-un-sombre-avertissement-sur-ce-qui-va-declencher-leffondrement-de-leconomie-mondiale/>

La révolte des esclaves de la dette a commencé



[Wolf Richter](#)
[Wolf Street](#)

Publié le 19 avril 2016

[Le site internet "24hgold.com" est encore indisponible ce matin. Il paraît qu'ils subissent des attaques en "dénis de service".]



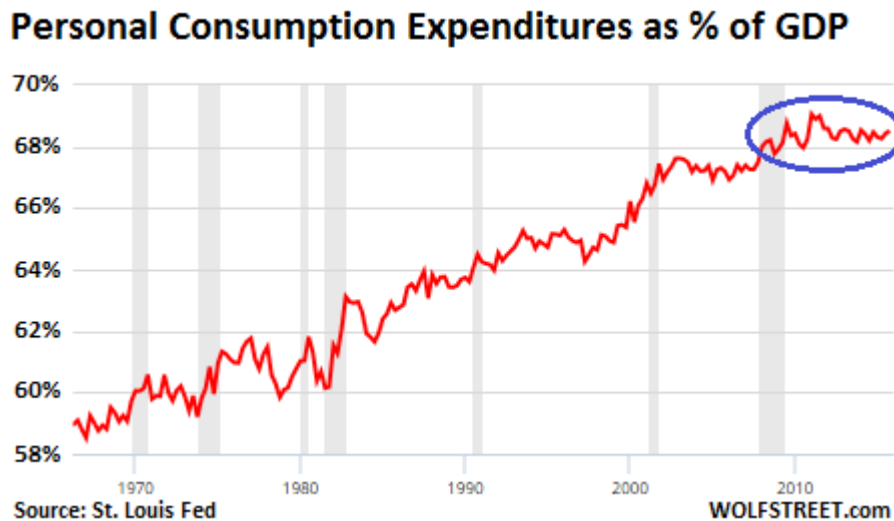
Ah, oui, la Génération du millénaire.

Si nous pouvons pousser les consommateurs à emprunter plus pour dépenser de l'argent qu'ils n'ont pas sur des choses dont ils n'ont pas besoin pour gonfler le PIB et les profits des corporations, tout irait beaucoup mieux. C'est ainsi que pensent les économistes d'aujourd'hui.

Puisque 68,5% du PIB américain est lié aux dépenses de consommation personnelle, l'encouragement des dépenses de consommation est perçu comme crucial. Parce que 75% des salaires stagnent et n'augmentent plus suffisamment pour faire face à l'inflation, la seule manière d'encourager les consommateurs à dépenser plus est de les encourager à emprunter davantage et à dépenser immédiatement leur nouvel argent.

La réduction des taux d'intérêt jusqu'à zéro pourcent était supposée venir en aide à ce noble objectif (bien que, chose inexplicable, les consommateurs ne perçoivent

que ces taux zéro sur leur épargne, et non sur leur dette). Cet objectif de gonflement du PIB au travers de la dette des consommateurs, bien qu'il ait fonctionné des décennies durant, ne fonctionne plus aujourd'hui :



Cette stratégie en est arrivée à ses limites. Et ce qui en reste n'est rien d'autre que de la dette.

Beaucoup de dette. Pour beaucoup de monde : 61% des Américains se disent endettés, selon un rapport publié récemment par [Gallup](#), qui montre à quel point la dette impacte les habitudes des consommateurs et diminue les dépenses. Comme l'explique Gallup, « ne rien acheter est mauvais pour l'économie ». Mais c'est là exactement ce que beaucoup de consommateurs endettés se retrouvent obligés de faire.

Les habitudes des consommateurs sont largement influencées par les fléaux de l'économie américaine, et par le fait de « ne pas disposer de suffisamment d'argent pour vivre confortablement », comme l'explique le rapport, ce qui ne surprendra personne. Mais les consommateurs endettés – même ceux qui « ont suffisamment d'argent pour vivre confortablement » - jouent un rôle très important dans le marasme économique.

Ces gens ont « beaucoup plus de chances » de s'engager dans des activités de réduction de coûts que ceux qui n'ont pas contracté de dette :

- 46% d'entre eux repoussent à plus tard des dépenses significatives telles que l'achat d'appareils électroménagers, leurs vacances ou la rénovation de leur domicile.
- 31% d'entre eux attendent plus longtemps pour s'acheter une nouvelle voiture.

- 20% d'entre eux sont forcés de vendre une partie de leurs possessions pour joindre les deux bouts.
- 63% d'entre eux s'engagent dans au moins une des dix activités de réduction de dépenses citées par le sondage.



Qui sont ces gens qui réduisent leurs dépenses ? La Génération du millénaire et la Génération X, selon le rapport de Gallup (voir la [deuxième partie du rapport](#)). Dans le cadre du sondage, ils se sont vus demander s'ils prenaient part à certaines activités de réduction de leurs dépenses. Voici les deux plus importantes, par génération :

- Dépense majeure reportée à plus tard (autre que l'achat d'une nouvelle voiture) : Génération du millénaire 48%, Génération X 51%, Baby-boomers 36%.
- Achat d'un nouveau véhicule reporté à plus tard : Génération du millénaire 39%, Génération X 21%, Baby-boomers 21%.

Mais le PIB doit continuer de gonfler. Alors même les 35% qui déclarent qu'ils n'ont « pas assez d'argent pour vivre confortablement » tentent de combler leurs manques de revenus grâce à la dette. Dans l'ensemble, leurs factures de carte de crédit sont 36% plus élevées – il s'agit là de l'une des formes de dette les plus coûteuses – que celles de ceux qui déclarent avoir suffisamment d'argent pour vivre confortablement. Voici ce que nous en dit Gallup [dans un autre rapport](#) :

La différence est particulièrement importante parmi la Génération du millénaire : ceux qui disent ne pas avoir suffisamment d'argent pour vivre confortablement ont une dette de carte de crédit trois fois plus

importante que ceux qui disent avoir assez d'argent.

Leurs dettes automobile et personnelle sont aussi plus importantes :

La Génération du millénaire est la seule génération parmi laquelle ceux qui disent ne pas disposer de suffisamment d'argent portent 8% de plus de la dette totale de consommation que ceux qui disent avoir suffisamment d'argent.

Ayant atteint la vie adulte à l'époque des taux d'intérêt à zéro pourcent de la Fed, la Génération du millénaire complémente ses revenus en empruntant plus que ses semblables des générations passées, et de la manière la plus coûteuse.

L'usage de cartes de crédit ou de prêts personnels pour acheter des biens à la consommation ne revient qu'à emprunter à l'avenir pour consommer aujourd'hui. Cette dette devra un jour être remboursée, avec de l'argent qui aurait autrement pu être dépensé pour l'achat de biens de consommation.

Parce que la Génération du millénaire est jeune et n'en est qu'au début de la vie active, elle n'emprunte pas seulement au futur en accumulant de la dette, mais aussi au présent.

La Génération du millénaire attend de plus en plus longtemps pour se marier, pour avoir des enfants, pour poursuivre son éducation et établir son indépendance (certains vivent de nouveau chez leurs proches). C'est un problème qui est aggravé par la dette étudiante. La dette moyenne des enfants du nouveau millénaire est de 29.000 dollars – mais une fois leur dette étudiante incluse, elle atteint plus de 40.000 dollars.

La dette des consommateurs est à double-tranchant. D'une part, elle alimente l'économie en offrant aux consommateurs davantage de pouvoir d'achat. Mais de l'autre, elle est un fardeau qui limite les choix des individus dans le futur, comme par exemple l'achat d'un domicile ou d'une voiture. Et pour ceux qui ont une dette étudiante, elle peut devenir un fardeau trop lourd à porter.

Le fardeau de la dette a été créé par le passé pour stimuler le PIB, et pèse aujourd'hui sur les dépenses des consommateurs et sur le PIB. Voilà qui explique pourquoi les dépenses des consommateurs sont en déclin, malgré une hausse de la population aux Etats-Unis – de l'ordre de 16 millions de personnes depuis la crise financière – et malgré le record à la baisse des taux d'intérêt, qui rendent le coût de la dette moins onéreux. C'est un autre prix à payer aujourd'hui pour les politiques imposées par la Fed en 2008.

Les impacts en sont visibles partout. Les ventes des entreprises américaines sont retombées au niveau de 2012. Les stocks ont gonflé pour atteindre les mêmes proportions qu'avant la crise. Et les sociétés commencent à y répondre en réduisant leurs coûts et en limitant leurs effectifs.

Lisez ceci : [Why This Economy Is Now Running Aground](#)

« Tout cela va exploser à la face de la Fed », Schiff met en garde chez Alex Jones – « Trump a raison, l'Amérique est brisée »

Zero Hedge – resistanceauthentique 19 avril 2016



<https://youtu.be/tiOIrGgBwtM>

Peter Schiff de Euro Pacific Capital était assis avec Alex Jones la semaine dernière pour discuter de l'état de l'économie, et où il prédit tout ce qui passera à partir de maintenant.

Voici quelques moments marquants de l'interview.

En ce qui concerne la façon dont les choses vont, et ce qui se passe réellement dans l'économie, Schiff expose toutes les données économiques horribles qui sont sorties récemment, ainsi que la béquille que tout le monde utilise pour expliquer toutes les mauvaises données, qui est la météo.

« Il n'y a aucun moyen de connaître exactement le calendrier, mais évidemment cette

économie est déjà de retour en récession, et si elle est pas dans une récession, il est certainement sur le point d'y entrer »

« Nous pourrions être dans un trimestre avec un PIB négatif en ce moment, et je pense que si le premier trimestre est mauvais le deuxième trimestre va être pire »

» Les deux dernières années , nous avons eu un rebond au deuxième trimestre parce que nous avons eu des hivers très froids. Eh bien cet hiver a été le plus chaud en 120 ans , donc il n'y a rien à rebondir à partir de là. «

Sur la Fed, et les politiques actuelles, elles montrent très franchement que rien ne fonctionne, mais bien sûr, les planificateurs centraux vont essayer tout cela de toute façon. Il prend aussi un moment pour souligner son 'accord avec Donald Trump sur le fait que les Etats-Unis sont à plat, indéniablement cassé.

« Le problème pour la Fed est de savoir comment ils se lancent dans un nouveau cycle de relance tout en prétendant que l'économie est encore en bonne forme. »

« Les taux d'intérêt négatifs sont un désastre. Ils ne fonctionnent pas au Japon, ils ne fonctionnent pas en Europe, ils ne vont pas fonctionner ici. **Tout simplement parce que cela ne fonctionne pas ne signifie pas que nous n'allons pas le faire, parce que tout ce que nous faisons ne fonctionne pas et nous le faisons de toute façon** . Ça montre le désespoir, vous avez eu tous ces banquiers centraux baissant les taux d'intérêt et attendant pour relancer l'économie. et puis quand ils arrivent à zéro, plutôt que d'admettre que ce **ne fonctionne pas**, parce que clairement si vous allez à zéro et que vous n'avez toujours pas atteint votre objectif, peut-être que ça ne fonctionne pas. au lieu d'admettre qu'ils se sont trompés, ils vont maintenant aller dans les taux négatifs « .

« Les États-Unis, peu importe comment l'inflation devient élevée, nous ferons de notre mieux pour prétendre qu'elle n'existe pas ou de rationaliser parce que nous avons beaucoup plus de dettes. L'Amérique est cassée, si vous regardez l'Europe et le Japon , même si il y a une certaine dette il, dans l'ensemble ceux sont encore des pays créanciers. le monde doit encore à l'Europe de l'argent, le monde doit encore au Japon de l'argent, mais l'**Amérique doit plus d'argent que tous les autres pays débiteurs combinés** . **Trump a raison à ce sujet, nous sommes fauchés , nous sommes fauchés, et nous vivons dans cette bulle de crédit et nous ne pouvons pas en sortir.** d'autres banques centrales peuvent être en mesure d'augmenter leurs taux, mais la Fed ne peut pas. «

Sur la façon dont il voit se dérouler la situation à partir de ce point, Peter souligne à nouveau que l'économie est faible et ce n'est seulement une question de temps avant que toute cette manipulation planifiée ne soit exposée pour ce qu'elle est, et devienne un désastre pour la Réserve fédérale. **Il compare comment les investisseurs se comportent aujourd'hui à la bulle de la dot-com, et au début de la crise financière mondiale.**

« Le déclencheur qui va nous envoyer vraiment à la vitesse supérieure va être l'admission par la Fed que l'économie est faible ou les marchés qui le découvriront par eux-mêmes. Il n'y a pas beaucoup de stimulus restants, tout ce qu'ils ont obtenu est des taux potentiellement négatifs et une énorme vague d'assouplissement quantitatif, et cette chose va exploser à la face de la Fed « .

» Les investisseurs ne comprennent pas encore ce qui se passe. Par le passé et pendant plusieurs années tout le monde a été positionné comme si cette reprise était réel, qu'elle était durable, et que la Fed pourrait normaliser les taux d'intérêt, et que tout allait bien. **Le premier trimestre d'investissement de l'année a été le pire trimestre en dix – huit ans pour les fonds gérés activement.** »

«**La réserve fédérale n'a pas résolu nos problèmes, mais les a exacerbés.** »

« Vous avez de grandes banques comme Goldman Sachs court – circuitant l'or, disant à leurs clients de shorter l'or. Beaucoup de gens, malheureusement, écoutent Goldman Sachs, et ils font la mauvaise chose. Un grand nombre de fois les marchés sont juste mal valorisés, parce que beaucoup de gens ne comprennent pas. comme tous les gens qui achetaient les prêts hypothécaires à risque avant que le fond ne chute sur le marché, ou toutes les personnes qui achetaient des actions dot-com pendant plusieurs années avant leur effondrement. **La même chose va se passer maintenant** « .

Le pétrole fait pchitt après la réunion de Doha

Laurent Horvath 2000watts.org Lundi, 18 Avril 2016



Les plus grands producteurs de pétrole n'ont pas réussi à se mettre d'accord hier à Doha sur un gel de leur production. Suite à l'échec de cette réunion, le réveil a dû être difficile pour certains investisseurs et hedge funds qui avaient parié des montants record sur un accord à Doha et une augmentation des cours du baril.

En réalité, cette initiative s'apparente à une gigantesque campagne de public relations qui aura permis au baril de passer de 26 à 43\$ et de rapatrier de précieux pétrodollars aux pays exportateurs.

A la base de cette initiative figurent la Russie et l'Arabie Saoudite même si les deux plus grands productions mondiaux tiennent un agenda séparé. Moscou doit impérativement compter sur une augmentation des cours pour alimenter son budget et Ryad désire freiner la progression pétrolière de son ennemi Chiite: l'Iran. Dans ce contexte, le gel de la production au niveau de janvier 2016 donnait un léger relief à ce projet bien qu'aucun mécanisme de contrôle ou de régulation n'allait contraindre les signataires de l'OPEP, le Mexique, la Norvège et la Russie.

En réalité, alors que la plupart des pays produisent à un niveau maximal, un gel de la production n'aurait eu aucun impact sur la surcapacité actuelle. De leur côté, les traders ont saisi cette opportunité pour réaliser des opérations financières en faisant grimper artificiellement les prix de plus de 50%.

En soit, l'idée et le concept de cette réunion est un réel succès pour les pays exportateurs qui ont ainsi pu rapatrier des milliards \$ sur une rumeur et un bon coup médiatique. Une farce soulignait la Commerz Bank.

Dimanche avant le début de la réunion, le baril pointait à Londres à 43.10\$ et 40.36\$ à New York. Le baril vivait sous la barre des 30\$ avant que l'idée ne jaillisse.

Arabie Saoudite - Iran: les frères ennemis

Ce qui aurait pu être le premier accord pétrolier depuis 15 ans semble avoir succombé aux rivalités entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'Arabie a refusé de signer un accord auquel l'Iran ne ferait pas partie même si Maohammed Bin Saleh Al-Sada, le ministre du pétrole qatari, demande « un peu plus de temps pour continuer les discussions ».

De son côté, l'Iran ne s'est pas rendu à Doha car pour le gouvernement, il n'est pas acceptable de geler sa production alors que les sanctions économiques viennent d'être levées. Au contraire, Téhéran désire augmenter ses rentrées en devises grâce à ses exportations pétrolières et espère atteindre son niveau d'avant les sanctions économiques à 4 millions de barils/jour (3,2 aujourd'hui).

L'Arabie Saoudite en mutation

Ce résultat montre également une querelle interne entre l'indétrônable ministre Saoudien du pétrole Ali al Naimi favorable à un accord et le nouveau Prince Mohammed bin Salman qui refuse toute signature sans implication effective de Téhéran. Ce bras de fer interne pourrait voir l'actuel CEO de Saudi Aramco, Khalid Al Falih reprendre les rênes pétroliers du royaume.

En opposition avec l'actuel ministre du pétrole et une partie de la famille royale, le Prince Salman désire voir diminuer l'impact de l'or noir sur son pays et substituer cette activité par d'autres industries dont les énergies renouvelables.

Et maintenant

A court terme, certains Hedges Funds, banquiers et investisseurs vont prendre des aspirines pour diminuer leurs maux de tête et regarder le pétrole repartir à la baisse, eux qui avaient misé des sommes colossales sur une hausse.

Cependant, la surproduction temporelle mondiale actuelle devrait diminuer de

manière naturelle grâce à la fermeture des gisements non rentables et la faillite de nombreuses entreprises actives notamment dans le schiste américain. De plus, avec les mois chauds qui arrivent, l'Arabie Saoudite va détourner la moitié de ses exportations vers sa consommation interne et ses gourmands systèmes de climatisation.

Mais d'ici là, les ministres des budgets de certains pays producteurs de pétrole vont devoir jongler avec leurs chiffres.

Du côté de l'économie mondiale, toute baisse du pétrole est à considérer comme une providence et un accélérateur de croissance bien que depuis juin 2014, ce phénomène a un peu de peine à s'installer.

Mais il faut se dépêcher car le tic-tac de la prochaine poussée de fièvre du baril pointe déjà le bout de son nez, avec où sans succès à Doha.

Pétrole : le sommet de Doha est un échec

Rédigé le 19 avril 2016 par Philippe Béchade

La nouvelle est tombée dimanche vers 20h : échec du sommet de Doha, aucun accord sur le gel de la production de pétrole n'a pu être trouvé.

Nous aurions pu écrire des pages de commentaires accumulant les preuves devant conduire à un échec inéluctable. Le ministre iranien du pétrole aurait eu beau expliquer qu'il ne souhaite pas participer au sommet de Doha pour ne pas rater l'anniversaire de son petit-neveu, cela n'aurait rien changé.

Les cours du pétrole ont été tirés vers 42 \$ à la veille du week-end envers et contre tout. Peu importe que le FMI ait réduit ses anticipations de croissance mondiale à 3,1% et la Banque mondiale à 2,5%... peu importe que les stocks de pétrole américains aient bondi de 6,3 millions de barils mercredi... peu importe que la production industrielle ait été annoncée en baisse jeudi dans l'Eurozone puis aux Etats-Unis vendredi.

En réalité, peu importe le réel, peu importe la conjoncture, peu importe que les participants au sommet de Doha aient décliné en toutes les langues et sur tous les tons toutes les raisons pour lesquelles aucun accord ne serait trouvé : le pétrole devait monter à l'approche de la séance des « Trois sorcières ».

Il devait monter parce que tous les autres motifs justifiant une hausse des actions n'étaient pas crédibles (croissance molle, profits en contraction, banques centrales sans marge de manoeuvre). De sorte que le dernier levier haussier utilisable était la relation mécanique — et programmée dans les

algorithmes — entre l'or noir et les actions.

La ficelle est grosse comme une amarre de pétrolier. Les opérateurs savent que le marché flirte avec le degré zéro du raisonnement économique... mais hors de question de se mettre en travers du rouleau-compresseur haussier lancé à pleine vapeur depuis le 12 février dernier.

La remontée inexorable des indices — voulue comme telle — s'accompagne symétriquement d'un effondrement des volumes. Cela trahit la démission des investisseurs de chair et d'os (gérants de portefeuilles, arbitragistes, institutionnels de type fonds de retraite).

Avons-nous assisté à une hausse boursière « imbécile » la semaine dernière ?

D'un point de vue fondamental, cela ne fait guère de doute... mais ce n'est pas à ce niveau qu'il convient d'analyser l'accélération de 5% des 12, 13 et 14 avril. Comme lors d'une donne au poker : ce qui compte, ce ne sont pas les cartes que vous avez en main, c'est ce que vous en faites.

Les sherpas en ont tiré le meilleur parti en faisant s'effondrer le VIX de 15% en 48 heures. Parallèlement, ils ont propulsé le CAC 40 vers 4 500 points, le DAX au-dessus des 10 000 et l'EuroStoxx 50 au-delà des 3 000. Il suffisait de tenir les scores durant 48 heures pour rafler la mise, et le coup fut exécuté avec une indéniable maestria, face — il est vrai — à une opposition quasi-inexistante... au bord de la capitulation.

La séance de mercredi dernier avait donné lieu à un double coup de bluff :
– Tirer les actions de façon outrancière et imputer cette montée en flèche à une statistiques chinoise qui aurait dû constituer tout sauf une divine surprise...

– ... Et arracher simultanément le baril de pétrole de 5% à la hausse, histoire de renforcer la fable de la reprise économique chinoise.

Comme beaucoup d'opérateurs étaient vendeurs sur le pétrole dans l'anticipation d'un échec du sommet de Doha, le contrepied de mardi et mercredi les a contraints au rachat... C'est-à-dire à « se coucher » malgré une paire d'as en main et un troisième as sur le tapis : trop peur d'une couleur (le noir naturellement) dans la main adverse qui n'avait même pas une paire de 2... mais une très grosse pile de jetons.

Faisant semblant de ne rien avoir compris au coup de bluff sur le pétrole et les exportations chinoises, les permabulls se sont empressés de construire a posteriori le discours justifiant une hausse qu'ils n'ont pas vu venir (les grandes peurs du début de l'année ne reposaient sur aucun motif sérieux) et surtout... à laquelle ils n'ont pas participé. C'est ce que démontre de façon

éclatante l'évaporation des volumes.

A tel point que la séance technique des « Trois sorcières » s'est soldée par moins de trois milliards d'euros échangés avant le fixing et 3,65 milliards au coup de cloche final...

Cette activité incroyablement faible semble démontrer qu'il n'existe plus qu'un seul joueur devant la table de poker boursier, les autres n'ayant même plus envie d'y faire de la figuration.

Chute du pétrole et retombées négatives

Maintenant que le sommet de Doha s'avère être le fiasco que les opérateurs dotés d'un cerveau en état de marché anticipaient, sur quoi vont reposer les espoirs des permabulls ?

Sur la tenue d'un prochain sommet en juin où les principaux producteurs de pétrole (Russie, Arabie, Irak, Venezuela) s'entendront enfin pour geler la production à deux millions de barils au-delà de ce que la planète consomme ?

Comme dans le même temps l'Iran espère exporter fin 2016 un million de barils par jour de plus que fin 2015 (soit 600 000 barils de plus qu'en mars)... la seule possibilité de voir se réduire les excédents de production, c'est que les exploitants de pétrole de schiste américains fassent massivement faillite.

Une alternative que le ministre saoudien de l'Energie, Ali Al-Naïm, avait évoqué lors d'un déplacement sur le sol américain fin février. Il n'avait fait que réitérer un avis formulé dès fin novembre 2014, qui avait été perçu à l'époque comme une déclaration de guerre des prix à l'encontre des Etats-Unis.

L'Arabie Saoudite n'avait de toute façon pas intérêt à signer ce week-end un armistice synonyme de remontée des cours. En effet, en ce moment même, les producteurs américains — étranglés financièrement et en pleine renégociation de leur dette — n'ont que l'espoir d'une remontée du baril vers 50 \$ d'ici fin avril pour espérer pouvoir tirer de nouvelles lignes de crédit... ce qui ne leur assurerait en fait que quelques mois de survie supplémentaires.

La rechute des prix du pétrole qui se dessine va entraîner plusieurs retombées négatives pour Wall Street et les indices européens :

- Chute mécanique des actions dans le sillage du pétrole, victime de la rivalité Arabie Saoudite contre Iran/Etats-Unis.
- Résurgence des spéculations sur les faillites de producteurs de pétrole de schiste, plombant les comptes de grandes banques américaines comme Bank

of America, Wells Fargo, JP Morgan... et beaucoup d'acteurs locaux au Texas ou Arkansas.

– Chute des commandes de biens et services en provenance des pays producteurs de pétrole — devenant débiteurs — auprès des pays occidentaux et de la Chine.

– Risque de voir les pays producteurs contraints de poursuivre les cessions d'actifs financiers au travers de leurs fonds souverains, comme l'ont déjà fait l'Arabie et la Norvège.

– Persistance des pressions déflationnistes dans les pays développés et constat que les banques centrales ont épuisé leur arsenal — ou plutôt épuisé la confiance des marchés dans l'efficacité de leur arsenal.

C'est ce cinquième et dernier élément qui représente de très loin le plus grand péril pour un système financier dont la survie ne repose, depuis 2009, que sur la foi dans une illusoire infaillibilité des banques centrales.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/petrole-doha-echec/>
Copyright © Publications Agora

«Révélations sur le Laboratoire expérimental avancé !!...»

Charles Sannat 18 avril 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Vous vous souvenez sans doute de cet article du *Monde* dont je vous parlais la semaine dernière en m'esclaffant de la découverte d'un phénomène éminemment prévisible par le service économique du plus grand journal de notre pays.

En effet, *Le Monde* lui-même expliquait (fort justement au demeurant) que dans un environnement de taux négatifs, le fait que l'or ne rapporte mais ne coûte rien allait finir par devenir un très grand avantage.

Le Japon est un cas d'école car le pays du Soleil-Levant est avancé sur nous dans la longue descente aux enfers déflationnistes de nos économies occidentales.

Le Japon, avec plus de 250 % dettes sur PIB, une monétisation de la dette qui dure depuis des années, une création monétaire utilisée même pour acheter pas moins que les actions de l'indice phare de Tokyo, bref, tous les indicateurs japonais sont au rouge vif et cela empire jour après jour.

Logiquement, les Japonais, qui servent de laboratoire monétaire expérimental avancé, sont là aussi à point en ce qui concerne les taux d'intérêt négatifs et cela bien évidemment entraîne des conséquences assez prévisibles là encore.

Ce qui est passionnant c'est de voir ces conséquences révélées publiquement, de pouvoir les extrapoler et les prendre en compte dans nos propres réflexions.

Au Japon, les taux négatifs alimentent la fièvre de l'or

C'est un article d'un journal plus que sérieux, puisqu'il s'agit des Échos, qui nous apprend que "les ventes d'or ont bondi de 35 % dans l'Archipel au premier trimestre".

Même plus encore que 35 % d'ailleurs si l'on regarde sur un an : "Sur le marché japonais, qui n'a jamais été l'un des plus gourmands pour ce métal, la demande avait enregistré, en glissement annuel, un bond de... 83 %. Malgré cette poussée passée, la ruée vers l'or vient de connaître une nouvelle accélération depuis la mise en place par la Banque du Japon (BoJ) de taux négatifs..."

Et voilà, le mot est lâché "taux négatifs"... mais l'expression suivante est encore plus lourde de conséquence et toutes celles et ceux qui hésitent seraient bien inspirés d'en prendre de la graine !!

"Le désarroi des investisseurs"

"Pour expliquer ce mouvement, les analystes pointent le désarroi des investisseurs depuis l'inauguration de la nouvelle politique monétaire de la BoJ. Cherchant à pousser les banques commerciales à injecter plus de liquidités dans l'économie réelle, la banque centrale a instauré à partir de la mi-février, un taux négatif de -0,1 % sur une partie des réserves excédentaires que les banques lui confient. Mais, immédiatement, ces établissements ont réduit les taux de rémunération des comptes courants quand d'autres acteurs du secteur se retrouvaient, eux, contraints de freiner ou de stopper la vente de produits de placement de peur de ne plus être en mesure de tenir les intérêts promis.

Privés d'options de placement et constatant le recul sévère de la Bourse, les investisseurs nippons se retournent vers le marché de l'or, devenu dans le même temps meilleur marché pour eux grâce au renchérissement du yen."

Et vous, quelles sont vos options de placements ?

Comme je vous le disais un peu plus haut, le Japon nous montre juste la direction avec quelques mois ou quelques années d'avance.

Mais au moment où vous lisez ces lignes, je vous le demande... quelles sont vos options de placements ?

Quels choix avez-vous ?

Quels types de rendements ?

Et accessoirement... quels risques en face ?

Si vous me dites que c'est génial, que tout va bien, que vous savez aller chercher "du rendement" en achetant des parts de SCPI qui versent de 5 % au plus haut d'un cycle immobilier historique, je me permettrais tout de même de vous suggérer un peu plus d'humilité financière, car si l'immobilier baisse... la valeur des parts de vos SCPI feront la même chose. Donc prudence, il n'y a plus rien de garanti en ce bas monde ma "brave dame" (ça marche aussi avec mon brave monsieur, sinon les tenants de la théorie du genre et de l'égalité des sexes qui restent tout de même différents vont me tomber dessus).

Si vous trouvez que vous avez peu d'options de placements, c'est que vous êtes en train de vous "japoniser", de vous "nipponiser" même, et ce n'est évidemment pas bon signe.

Alors que faire ?

Terre, or, et cash !

À ce niveau, je vais me faire des amis parmi les banquiers, les dirigeants politiques qui veulent interdire le cash, et les autorités monétaires qui haïssent l'or... Mais comme je me fiche de ma popularité comme d'une guigne, préférant la vérité qui dérange au mensonge qui rassure, cela n'est pas bien grave.

Voici la conclusion de l'article des *Échos* que je vous propose d'imprimer et d'accrocher au-dessus de votre lit pour méditation nocturne...

"Animés par les mêmes intentions et redoutant l'éventuelle mise en place de frais de gestion sur leurs comptes bancaires, des milliers de ménages japonais se sont aussi mis à stocker plus de liquides chez eux. Au début du mois, le ministère des Finances a indiqué qu'il allait devoir imprimer 17 % de billets de 10 000 yens en plus sur l'exercice fiscal qui s'achèvera en mars 2017. Autant de coupures et d'or qui se retrouveront dans des petits coffres-forts de maison, dont les ventes ont aussi bondi au Japon depuis l'instauration de taux négatifs..."

Bien évidemment, les bien-pensants vous expliqueront doctement à la télé que tout va bien et qu'il faudrait être le roi des cons pour stocker son pognon à la maison... Hein, espèce d'abruti !! Voyons donc... Hahahahaha, stocker son pognon à la maison, faut être crétin quand même.

Eh bien le crétin que je suis n'hésite pas à proclamer haut et fort qu'il n'est pas plus crétin d'avoir son pognon à la maison qu'il n'est absurde de laisser son argent à la banque avec des taux d'intérêt négatifs !!

Après, évidemment, les choses ne sont jamais binaires, blanches ou noires, tout ou rien ! Avoir un peu de sous à la maison, d'or hors système bancaire ou chez soi c'est évidemment une excellente idée. Ce qu'il faut c'est répartir les risques.

Mais n'oubliez pas ! Le meilleur placement des 50 prochaines ce sera la terre et **je vous explique comment faire dans ma lettre Stratégies, quels que soient ou presque vos revenus ou vos moyens financiers**. Ensuite, pour la liquidité, il faut privilégier les métaux précieux, l'or évidemment et l'argent.

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

Échec des négociations: le pétrole en baisse

Pas de panique pour le moment : certes le pétrole est en baisse mais il se maintient aux alentours des 40 dollars, ce qui permet de penser que le pire reste passé.

Barack Obama doit se rendre en Arabie saoudite dans les prochains jours, tout en sachant que les relations entre les deux pays sont particulièrement tendues notamment en raison de la pression des familles de victimes des attentats du 11 septembre. Bref, ce dossier est plus que compliqué et sensible.

À suivre donc avec attention.

Charles SANNAT

Comment Bitcoin pourrait conduire à l'anarchie mondiale

Charles Sannat 18 avril 2016



Il est évident qu'imaginer un monde où la création de monnaie échapperait aux banques centrales peut sembler effrayant et ce, pour plusieurs raisons.

En effet, si tout le monde peut émettre sa propre monnaie, cela posera d'incommensurables problèmes pour les échanges commerciaux qui sont à la base

de toute économie développée.

Mais ce n'est pas tout : cela veut dire qu'il n'y aurait plus par définition de "politique monétaire" ou encore que nous retrouverions de façon exacerbée les "risques de changes" avec des évolutions de parités totalement erratiques.

La conclusion de mon analyse, pour vous faire gagner du temps, est que si les monnaies traditionnelles peuvent évoluer vers la technologie utilisée par les crypto-monnaie, la probabilité pour que les États laissent des intérêts privés émettre leur propre monnaie est relativement proche de zéro.

Le Bitcoin n'est qu'une expérience derrière laquelle plane d'ailleurs l'ombre de la NSA américaine.

Charles SANNAT

La crypto-monnaie Bitcoin a fait ses preuves comme un moyen de paiement fiable et certains ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin : ils veulent utiliser la technologie sur laquelle elle repose pour démanteler les institutions actuelles de pouvoir et les remplacer par de nouvelles structures décentralisées.

Pour l'instant, les Bitcoins sont utilisés comme une monnaie sur Internet et dans le monde réel. Et même si la technologie de base — les chaînes de blocs (ou blockchains) — a été conçue pour échanger de l'argent virtuel, elle convient théoriquement pour faire circuler tout type d'information — d'une saisie de biens au décompte des voix lors d'une élection.

Les avantages de cette technologie sont flagrants : il est impossible d'ajouter délibérément à une chaîne de blocs un nouveau bloc au hasard — ils le sont uniquement dans un ordre établi et n'importe qui peut vérifier les opérations. Certains pensent que la technique des blockchains est même susceptible de réaliser leur utopie d'une démocratie décentralisée où tout homme pourrait régler ses propres problèmes sans les soumettre au débat ou au vote, et sans se tourner vers les institutions publiques traditionnelles. Pourquoi ? Car l'État, même avec toute la volonté du monde, ne pourrait pas satisfaire complètement les besoins de chaque citoyen. Il opère en suivant le principe du "bien suprême" qui conviendrait à la majorité — mais un individu concret peut avoir des problèmes spécifiques qui ne sont pas pris en compte par les programmes de développement publics actuels.

Par exemple, les conducteurs qui circuleraient sur une route en travaux pourraient automatiquement obtenir des points virtuels convertissables en [crypto-monnaie](#) à titre de compensation pour la gêne occasionnée. Puis ces points se

transformeraient en argent réel ou en services transmis à la victime via la compagnie d'assurance. Autrement dit, conformément à cette idée, l'État perdrait le monopole et se transformerait en un ensemble d'entreprises réglant les problèmes concrets des citoyens, n'étant pas associées à la structure verticale du pouvoir.

Les partisans de ce concept ne s'arrêtent pas à la modernisation des technologies de transfert monétaire — ils souhaitent faire passer tout le système démocratique d'administration dans une chaîne de blocs. Les citoyens n'auraient alors plus à compter sur des agents ou des représentants, qui répondent à la demande générale de la société : ces derniers seront remplacés par des contrats individuels intelligents conclus et certifiés par un gouvernement numérique. Cela permettra non seulement de régler rapidement les problèmes des citoyens, mais réduira également la possibilité qu'existe une élite étroite pouvant influencer le pouvoir en fonction de ses intérêts. D'autant que les chaînes de blocs rendent le système financier plus efficace et suppriment la bureaucratie, et que l'argent économisé pourrait servir pour des projets importants tels que l'instauration d'un revenu garanti pour chaque citoyen. D'autres initiatives, comme Liquid Democracy, proposent de changer foncièrement le système électoral actuel grâce aux blockchains. Aujourd'hui, les intérêts du peuple sont représentés, dans les États démocratiques contemporains, par des députés élus qui promeuvent et votent au parlement les projets de loi avantageux à leurs yeux.

Selon l'idée de Liquid Democracy, un utilisateur octroierait facilement à tout autre individu (délégué) les pouvoirs de remplir une tâche isolée pour une durée de temps indéterminée, et les lui retirer avec la même facilité. La stabilité du système serait assurée par la réputation accumulée — il serait impossible d'échapper à la mauvaise réputation, sauvegardée dans le blockchain.

Mais aujourd'hui une circonstance de taille empêche la décentralisation de l'administration étatique : c'est l'usage de la force. S'il est possible de créer dans le monde virtuel des mécanismes efficaces empêchant la prise du pouvoir par des élites conditionnelles, en réalité toutes les initiatives, si nobles qu'elles soient, peuvent être stoppées par la violence. Les partisans de l'anarchie numérique se penchent déjà sur ce problème. Il existe aujourd'hui deux solutions principales : soit attendre que la société elle-même renonce un jour à la violence, soit compter sur les institutions publiques existantes. Dans le second cas, les activistes ont simplement l'intention de saisir un tribunal si l'État ou un groupe de criminels décidaient d'entraver le développement des pratiques de démocratie distributive — ce qui semble assez naïf.

Les opinions exprimées dans ce contenu n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Italie, tout va très bien madame la marquise

Bruno Bertez 18 avril 2016

Si vous lisez le livre mémoire de Tim Geithner consacré à la crise financière et à son rôle, vous serez frappé par la naïveté du personnage. Il dit ce que l'on ne doit pas dire (le fameux you have to lie), il révèle certains aspects du traitement de la Grande Crise Financière. Il explique par exemple, comment les autorités ont bluffé s'agissant des fonds disponibles pour assurer les dépôts des clients, comment le bluff a fonctionné et il s'en glorifie presque. Je ne suis pas sûr de la perspicacité de son analyse et je pense que si le bluff a réussi ce n'est pas à cause des qualités du personnel américain en place, mais à cause du patriotisme qui a fait que les médias, les institutions, les banques ont masqué la situation et servi une soupe de propagande. En fait ce n'était pas du bluff, mais de la connivence généralisée pour donner au public des informations fausses... comme toujours dans son intérêt, on connaît la chanson.

En Italie, les banques sont insolvables. Les dépôts des ultra-riches fuient, bien entendu ils connaissent la situation. On peut mesurer l'ampleur du phénomène, partiellement et approximativement par l'évolution des balances Target 2. Ils gagnent les pays du nord et les autres pays créditeurs à grande échelle. Le système financier Italien porte plus de 200 milliards d'euros de NPL, de prêts non performants. Certains disent même que ce chiffre est sous évalué, mais peu importe, nous ne sommes pas à quelques dizaines de milliards près n'est ce pas? On dit également qu'un montant à peu près équivalent serait, disons « douteux ».

En début d'année, alors que certains croyaient encore que la mer des liquidités allait se retirer et montrer qui se baignait nu, les cours des banques italiennes se sont effondrés. Le problème a été sinon mis au grand jour, du moins évoqué. On a parlé d'un conflit entre les autorités de Bruxelles et l'état Italien, Bruxelles s'opposant à une aide de l'état au secteur bancaire. Il était évident pour nous, que l'on allait trouver une solution. La BCE ne pouvait se permettre de se montrer rigoureuse puisqu'elle aurait joué contre son intérêt et sa propre politique alors qu'elle est en situation de coûte que coûte.

On a appris il y a peu qu'une « solution » avait été trouvée. « Les établissements financiers italiens ont convenu de créer un fonds de cinq milliards d'euros pour redresser les banques les plus faibles, suivant une initiative orchestrée par un gouvernement soucieux de redorer le blason d'un secteur qui ploie sous 360 milliards d'euros de créances douteuses ».

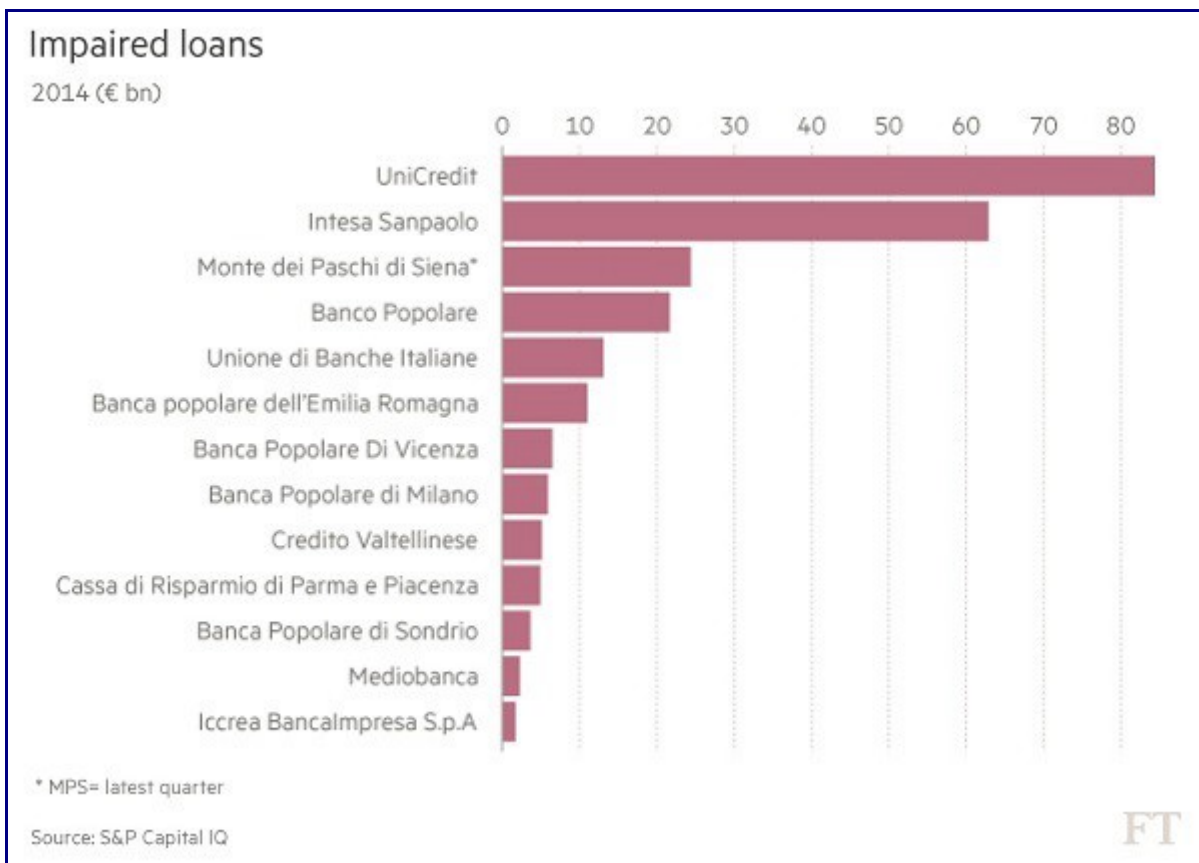
Ainsi, la solution trouvée représente moins de 2,5% du total des créances non performantes et selon toute vraisemblance moins de 1% du total des actifs que

nous qualifierions de simplement douteux. Tenez vous bien déjà sur les 5 milliards, 1,8 milliards vont être prélevés pour sauver la Banca Popolare di Vicenza!

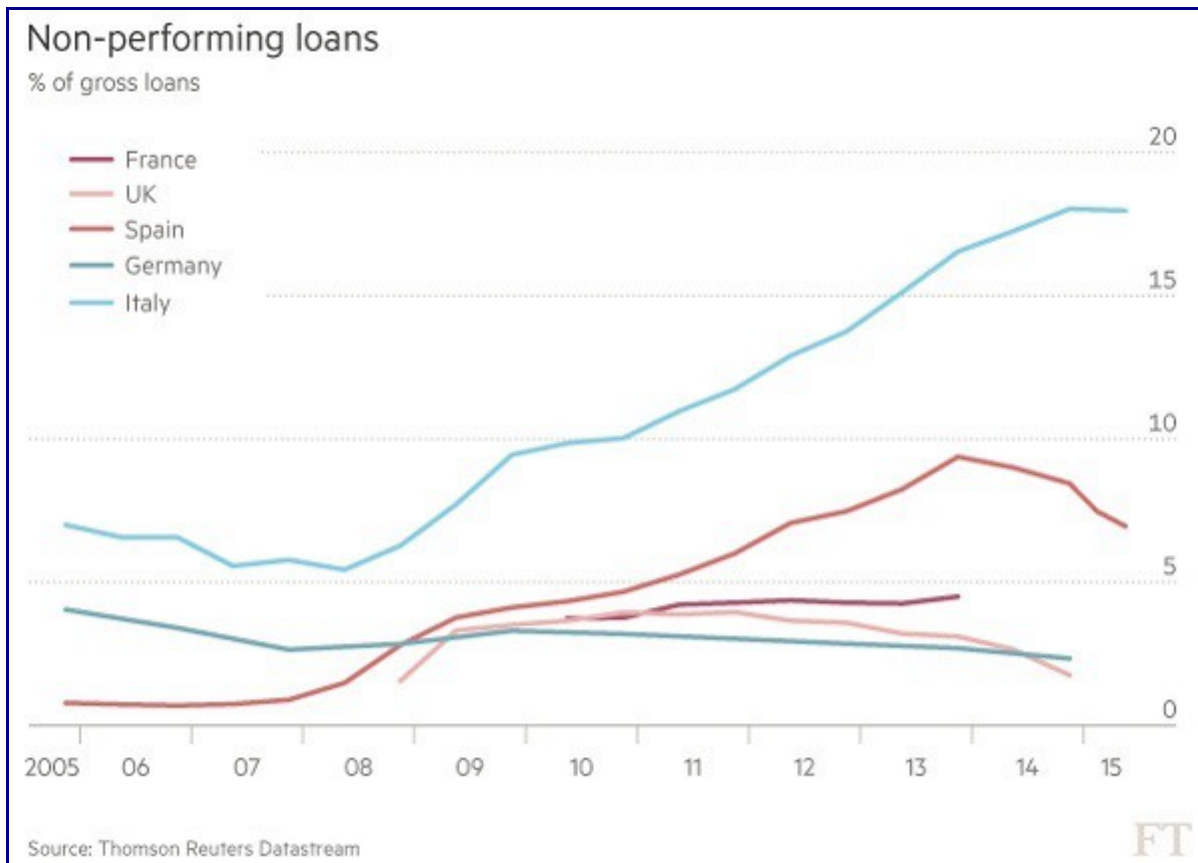
Le président du Conseil Matteo Renzi, qui avait fait du redressement (sic) du secteur bancaire l'une de ses priorités, a salué la création de ce fonds et dit que le gouvernement adopterait dans les jours qui viennent des mesures permettant d'accélérer les procédures de dépôt de bilan et de récupération des garanties.

Personne ne se pose la question du bluff, du montant ridicule des capitaux mis en oeuvre, personne ne défend les intérêts des déposants. En effet on sait que l'insolvabilité des banques est maintenant mise à la charge des déposants et des naïfs qui ont acheté de la dette bancaire fourguée par les guichets. Mais rien, pas un mot sur les risques que l'on laisse à la charge de ceux qui sont les moins équipés pour les supporter. Et ces gens qui supportent les risques, c'est vous et moi car le système bancaire étant interconnecté, les problèmes des banques italiennes sont aussi ceux de vos banques et donc les vôtres.

Récapitulatif des prêts non performants qui mettent en danger direct les comptes des clients des banques



Source: Financial Times

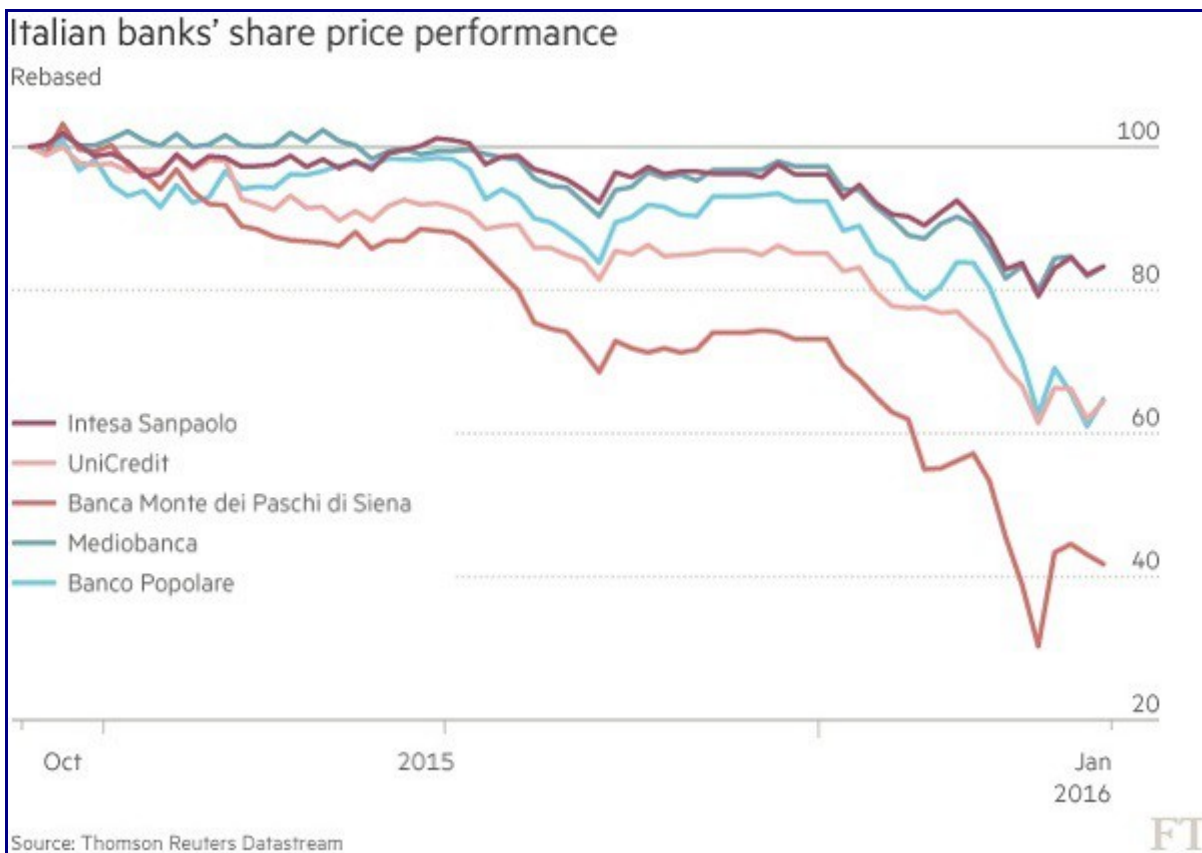


Source: Financial Times via Thomson Reuters

Nous traitons ce sujet car il est exemplaire de la façon dont on trompe les citoyens en Europe et ce jusqu'au plus haut niveau. On trompe, on ment, on bluffe. Ou plutôt non, ce n'est pas du bluff, c'est du vol. On ose passer des directives puis des législations qui rendent le peuple responsable de la solvabilité des banques, on favorise le transfert des gros capitaux initiés hors des pays à risque, on fait silence sur les problèmes que cela pose et pour couronner le tout on prête la main à des mascarades de solutions cosmétiques qui n'en sont pas.

Si le public est responsable de la solvabilité des banques, alors le public doit être informé, les banques doivent être recapitalisées par leur propriétaires et celles qui ne le sont pas doivent être nationalisées.

Si, dans l'avenir proche ou de moyen terme, les sinistres bancaires commencent à se multiplier en Zone Euro, à la faveur d'une perte de contrôle, par exemple des taux d'intérêt, alors il y aura lieu de mettre des têtes au bout des piques.



Source: Financial Times

[Attendez-vous à en entendre parler : la faillite de Peabody Energy et l'avenir du charbon](#)

Publié le 21 mars 2016 par [Thibault Laconde](#)

"Ses mineurs,
ses actionnaires,
le Wyoming, l'Illinois et le Queensland,
le lobby du charbon
et tous ses amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

Peabody Energy

Survenu le 14 avril 2016
au terme d'une longue maladie.

Ni fleurs, ni couronnes."

La chute d'un symbole

Le 15 mars, Peabody Energy n'a pas pu trouver les 71 millions de dollars d'intérêts qu'il devait verser à ses créanciers. Le charbonnier américain dispose maintenant d'un délai de grâce de 30 jours pour honorer ses engagements après quoi il sera officiellement en défaut de paiement.

Sauf coup de théâtre l'entreprise devrait donc se déclarer en banqueroute avant mi-avril et réclamer [la protection de la loi américaine sur les faillites](#).

Ce serait l'aboutissement d'une longue descente aux enfers : il y a 5 ans, les actions de Peabody s'échangeaient à plus de 1000\$, début 2013 elles valaient encore 300\$, 100\$ en 2015... et autour de 2.5\$ aujourd'hui.

L'entreprise croule sous les dettes : près de 6 milliards de dollars, plus de 100 fois sa valeur en bourse... Et elle a encore perdu 2 milliards l'année dernière.



Cette chute est d'autant plus remarquable que Peabody Energy n'est pas n'importe quel charbonnier. Créée en 1883, **c'est, ou c'était, le plus grand producteur de charbon privé de la planète** et le leader du secteur aux États-Unis.

Peabody est aussi un des pilier du lobby pro-charbon (et par extension anti-climat) à Washington. Malgré ses difficultés, [l'entreprise a encore dépensé plus de 2 millions de dollars l'année dernière](#) pour influencer ou soutenir des dizaines d'initiatives parlementaires. Ses lobbyistes ont été omniprésents sur tous les sujets en lien avec le climat, la pollution de l'air ou le "charbon propre".

En 2014, Peabody s'était même lancé dans une campagne mondiale en faveur du charbon sous le nom d'[Advanced energy for life](#).

Le charbon est-il en train de rejoindre les livres d'histoire ?

Les ennuis de Peabody Energy sont loin d'être isolés : [49 charbonniers américains ont fait faillite depuis de 2012](#). Le dernier en date, Arch Coal, qui s'est déclaré en banqueroute début janvier était le n°2 du secteur aux États-Unis après Peabody. En Chine, qui est de loin le premier producteur et le premier consommateur, la production de charbon thermique (celui qui est utilisé pour produire de l'énergie contrairement au charbon métallurgique) s'est effondré de 6% depuis le début de l'année. Une restructuration à haut risque s'annonce avec [la fermeture de 1000 mines en 2016](#) et [le licenciement de centaines de milliers de mineurs](#).

En Inde, troisième consommateur après la Chine et les États-Unis, [des mines sont contraintes de se mettre à l'arrêt](#) faute de pouvoir écouler leurs stocks. L'équivalent d'un sixième de la production annuelle attend déjà sur le carreau des mines ou dans les centrales.

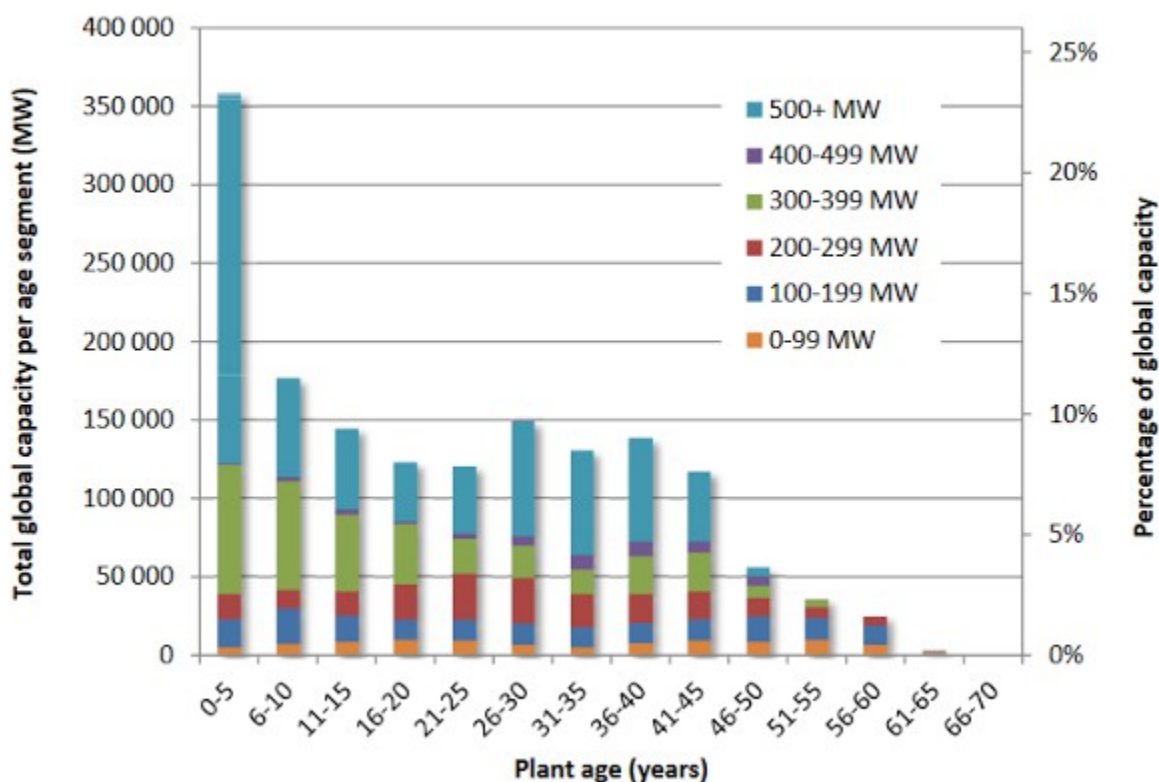
Même chez nos voisins allemands où [la consommation de charbon reste élevée](#), les opérateurs de mines et de centrales, notamment Eon et RWE, sont à peine en meilleure forme que leurs confrères américains. Les dernières mines de houilles vont d'ailleurs être fermées dans les 2 années qui viennent et [une "sortie du charbon" s'ébauche](#).

Alors est-ce la fin du charbon ? Probablement pas : malgré la crise qu'il traverse, nous ne sommes pas prêt à nous en passer.

Même si on en entend rarement parler, le charbon représente encore un quart de l'énergie consommée sur la planète et surtout il reste d'assez loin la première source d'électricité : 39% contre 22% pour le gaz.

De plus, la plupart des centrales à charbon sont récentes : la moitié environ ont moins de 20 ans alors que leur durée de vie est dépassée 40 ans. Il est donc peu probable que le charbon recule significativement avant au moins deux décennies.

Figure 4 • Total coal-fired power plant capacity globally, broken down by age and generation capacity



Age des centrales à charbon dans le monde (source : [AIE, 2012](#))

Le chapitre final de l'histoire du charbon reste encore largement à écrire, une seule certitude : il ne ressemblera pas à l'avenir mirifique que les publicistes de Peabody imaginaient il y a encore quelques mois...

[Agir aujourd'hui ou rechuter demain](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 13/04 LesEchos.fr](#)

Trois cents milliards de dollars de moins que prévu ! Les experts du FMI ont encore une fois revu leur prévision de croissance à la baisse. A les en croire, la production mondiale ne progressera finalement pas plus vite en 2016 qu'en 2015, restant sur une pente annuelle de l'ordre de 3 %. Les pays avancés ont été pris dans de nouvelles turbulences financières, la Chine peine à purger ses excès passés tout en prenant le grand virage de la consommation, les pays producteurs de matières premières sont durement secoués, à commencer par le Brésil et la Russie. Dans ces conditions, le nouvel abaissement des horizons n'est guère surprenant. Les économistes du Fonds semblent las, comme l'indique le titre qu'ils ont choisi pour leur rapport de printemps : « Trop faible, trop longtemps ».

Las, parce que ces experts répètent toujours la même chose sans jamais se faire

entendre. Cette fois-ci, la patronne du FMI, Christine Lagarde, et son économiste en chef, Maurice Obstfeld, haussent le ton pour tenter de faire passer le message. L'économie n'est pas encore guérie de sa crise aiguë de 2008-2009. Il y a encore trop de dettes, trop de banques fragiles, trop peu de productivité. Pour sortir de cette langueur, il faut à la fois que les gouvernants coopèrent, qu'ils mobilisent les marges de manoeuvre budgétaires disponibles et qu'ils mettent en oeuvre de profondes réformes structurelles - ouverture des marchés, politique d'emploi plus active, assainissement des bilans privés, baisse du coin fiscal sur le travail, etc. Mais pour l'instant, le FMI prêche dans le désert. Ses équipes n'ont pas su trouver les arguments pour convaincre. Nous avons les moyens d'éviter la prochaine crise, mais pas l'envie.

Il y a pourtant urgence. Pour des raisons économiques : l'appareil de production se délite dans cette crise qui n'en finit pas, avec des hommes et des femmes qui perdent leurs compétences au fil des mois ou des années au chômage, avec des machines qui rouillent dans les usines. Pour des raisons politiques : les peuples se fatiguent, avec des signes visibles dans toutes les grandes démocraties occidentales. Pour des raisons géopolitiques enfin : là aussi, les tensions s'accumulent et pourraient faire chavirer une économie mondiale encore trop fragile. Dans cette bataille pour la prospérité planétaire, la France aurait pu jouer un rôle essentiel en donnant l'exemple. Pour ce faire, il aurait fallu constituer des réserves budgétaires avant la crise, il aurait aussi fallu mener de vrais changements plutôt que d'annoncer des miniréformes puis les vider de leur substance. Ce sera pour une autre fois. Seule la prochaine crise risque d'être assez puissante pour nous forcer à bouger. Nous, la France. Et nous, le monde.

[L'Arabie Saoudite menace de vendre 750 milliards de dollars d'actifs américains - Express \[FR\]](#)

Scoop.it! From [fr.express.live](#) - Today, 18 avril 2016

Le gouvernement saoudien a menacé de vendre pour **750 milliards de dollars d'actifs américains (bons du Trésor et autres)** si le Congrès décide d'approuver une loi qui permettra de lancer des poursuites pour déterminer si ce pays est impliqué d'une manière ou d'une autre dans les attentats du World Trade Center à New York du 11 septembre 2001.

C'est ce qu'aurait indiqué Adel bin Ahmed Al-Jubeir, ministre des Affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, au président américain Barack

Obama lors d'une visite à Washington, selon le New York Times. Il a expliqué que le royaume serait obligé de vendre ces actifs pour éviter qu'ils ne soient gelés.

Le président Obama aurait donc tenté de dissuader le Congrès d'approuver cette loi. Le gouvernement américain pense qu'elle pourrait également poser "un risque juridique" pour les Américains à l'étranger, impliquant probablement que les entreprises et les citoyens américains s'exposeraient à des représailles.

L'helicopter money... jusqu'où ira le délire monétaire des banques centrales ?

Publié le 19 avril 2016 Contrepoints

Découvrez pourquoi ni le Quantitative Easing ni l'helicopter money ne donneront les résultats attendus.

Par Cécile Philippe, Gabriel A. Giménez-Roche, Nathalie Janson.

Apparemment l'activisme monétaire ne connaît plus aucune limite et visiblement personne – et surtout pas les dirigeants des banques centrales – ne semble prêt à admettre que la politique monétaire au mieux est inefficace au pire délétère. En effet, ce début d'année très chaotique a redonné du grain à moudre aux interventionnistes de tout poil... en particulier aux artificiers de la politique monétaire. Se discute de plus en plus ouvertement dans les milieux autorisés l'idée de mettre en œuvre le concept d'« helicopter money » – jusqu'à Mario Draghi qui a ouvertement admis que le projet était sérieusement discuté au sein de la BCE. La paternité de l'expression revient à Milton Friedman qui dans son traité sur la monnaie *The Optimum Quantity of Money* (1969) l'utilise comme métaphore afin d'illustrer l'idée forte de la théorie quantitative de la monnaie, à savoir que l'inflation est avant tout un phénomène monétaire. En effet, si l'ensemble de la population se retrouvait avec une augmentation de leurs avoirs monétaires alors elle dépenserait ce supplément en biens de consommation ce qui conduirait, toutes choses égales par ailleurs – la quantité de production restant inchangée – à une augmentation immédiate et généralisée des prix. Dans l'esprit de Friedman, l'« helicopter money » n'a aucune valeur prescriptive.

Aujourd'hui les plus acharnés activistes de la politique se sont empressés de transformer cette métaphore en recommandation d'action politique. Les frontières de l'illusion monétaire sont repoussées toujours plus loin, aussi bien par les théoriciens de la monnaie que par les politiques très heureux de reprendre cette

idée à leur compte.

Plus de limite à la déraison monétaire

Mais pourquoi un tel acharnement à entretenir l'illusion selon laquelle la création de richesses peut se décider par la Banque Centrale ? Comment peut-on imaginer – après ces années d'injection monétaire continue, qu'elle s'appelle *Quantitative Easing* ou politique monétaire non orthodoxe – que la réponse à la stagnation de la croissance puisse être apportée par une politique monétaire encore plus agressive et interventionniste ? L'absence de résultats de ces dernières années n'inspire donc aucune réflexion sur le constat d'échec. Pire, à l'âne qui ne veut pas boire, on propose désormais de lui mettre un entonnoir pour le forcer à boire. En effet puisque l'activité économique ne veut pas redémarrer, alors donnons de l'argent directement aux consommateurs finaux pour qu'ils puissent le dépenser, cela va bien finir par marcher !

Des erreurs conceptuelles fatales

Cette pensée unique commet plusieurs erreurs théoriques fondamentales. La première est de considérer que la monnaie est créatrice de richesse. La monnaie ne crée rien, la monnaie est un moyen d'échange, elle facilite les transactions économiques. En réalité, la création de richesses émane des entreprises qui investissent. Certes le taux d'intérêt joue un rôle important mais il n'est pas la variable clef surtout dans des périodes de crises et de forte incertitude.

L'investissement requiert une confiance dans l'avenir, en particulier cela vaut la peine d'investir si les opportunités de profits dans l'économie sont bonnes. Or c'est là que le bât blesse et cela pour au moins deux raisons. La première est que justement les perspectives de profit sont faibles dans nos pays développés dans la mesure où le fardeau réglementaire et fiscal qui pèse sur les entreprises est devenu trop lourd. La seconde – et sans doute la plus importante aujourd'hui – est que nous sommes entrés dans une période de désendettement net des entreprises.

Ce phénomène, décrit par l'économiste Richard C. Koo, est contraire au fonctionnement normal des entreprises qui généralement s'endettent pour investir. Il est néanmoins la conséquence normale d'un surendettement massif au cours des dernières décennies qu'il faut maintenant épurer. Nombre d'entreprises ont réalisé que la valeur de leurs actifs était surévaluée, elles ont vu leurs profits diminuer et dans la mesure où elles sont encore capables de fonctionner, elles préfèrent se désendetter plutôt que de repartir à l'aventure. Ce désendettement caractérise l'économie japonaise depuis maintenant 25 ans. La zone euro est maintenant dans la même phase et les États-Unis sont en passe de l'être.

Donc quand bien même les banques voudraient octroyer des prêts, la demande

pour ces derniers n'est tout simplement pas suffisante par manque d'appétence des entreprises. Ajoutons à cela qu'elles font face à de nouvelles contraintes réglementaires qui peuvent entraver l'octroi de prêt.

En bout de ligne, les grands bénéficiaires de la politique monétaire ultra-accommodante sont les acteurs du marché financier et bien sûr les gouvernements qui peuvent s'endetter à moindre frais et qui de fait se substituent aux acteurs privés. Une autre erreur est de croire que les injections massives de monnaie n'ont pas d'impact, la preuve étant qu'il n'y a pas d'inflation. Nous faisons face ici à une contradiction : les activistes monétaires partent du principe que la monnaie n'est pas neutre. Or s'ils concluent que les injections monétaires n'ont pas d'impact sur l'économie, c'est qu'implicitement ils supposent une forme de neutralité. La neutralité est ou n'est pas, il faut choisir ! Quant à la soi-disant disparition de l'inflation, rien n'est moins sûr. Cette conclusion découle d'une analyse très superficielle et simpliste de l'inflation.

L'inflation, l'Arlésienne

L'inflation s'observe à travers la hausse généralisée des prix mais quid de l'inflation, résultat de la non-déflation ou inflation négative ? En effet, ce thème n'est jamais abordé par les spécialistes, pourtant il mériterait qu'on y accorde une attention particulière. Les politiques monétaires de *Quantitative Easing* ont eu comme principal résultat d'empêcher la baisse massive du prix des actifs sous-jacents à la crise des *subprimes* et par conséquent de limiter la baisse du niveau général des prix atténuant la gravité de la récession. En effet, au regard de la sévérité de la crise, la déflation n'a presque pas eu lieu aux États-Unis. Le soutien artificiel apporté par ces politiques n'a pas permis « la purge » de l'économie US. Le problème est que des ressources « mal employées » le sont restées au lieu d'être libérées pour d'autres utilisations. De même, [le maintien de la politique de Quantitative Easing a aggravé la mauvaise allocation des ressources](#) puisqu'elle maintient le taux d'intérêt à des niveaux artificiellement bas et le prix des actifs artificiellement élevés. Le processus de désendettement à l'œuvre aujourd'hui est justement une tentative graduelle des entreprises d'assainir leurs bilans qu'elles savent surévalués du fait de la politique monétaire.

La mise en œuvre de l'« helicopter money » ne ferait qu'aggraver davantage la mauvaise allocation des ressources et ferait pour le coup apparaître une réelle augmentation généralisée des prix des biens de consommation courante.

Aujourd'hui, tous les experts semblent d'accord pour faire le constat que l'inflation aurait disparu. Seulement, ils oublient de prendre en compte le fait que les prix des actifs auraient dû chuter et surtout qu'elle est bel et bien à l'œuvre

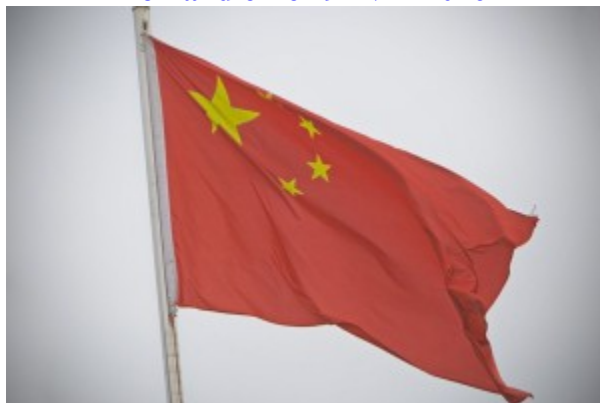
dans certains secteurs, en particulier les marchés financiers. Si elle n'apparaît pas aujourd'hui dans le prix des biens à la consommation, c'est que les entreprises nettoient actuellement les désastres d'un surendettement passé. L'« helicopter money », dans l'hypothèse où les consommateurs se montreraient plus confiants que les entreprises, pourrait provoquer l'inflation voire l'hyperinflation du prix des biens avec son lot d'effets pervers.

La politique monétaire impuissante... changeons de modèle !

Si le constat d'impuissance est partagé, la solution ne se trouve pas dans la mise en œuvre de l'« helicopter money ». Il serait bienvenu que Mario Draghi se serve de son pouvoir pour forcer les gouvernements à faire les réformes structurelles qu'ils tardent à faire. Il pourrait inviter un *Quantitative Easing* où le montant de la dette publique achetée serait fonction de la mise en œuvre de réformes structurelles. Quitte à être créatif, autant mettre sa créativité au service d'une politique qui serve les intérêts de tous !

Chine: croissance de 1,1% au 1er trimestre, la plus faible depuis 2011

Romandie Le 19 Avril 2016



La Chine a enregistré pour les trois premiers mois de 2016 sa plus faible croissance en glissement trimestriel depuis au moins cinq ans, selon les statistiques officielles, en dépit d'un rebond du secteur immobilier nourri par de vigoureuses mesures de relance.

Sur la période janvier-mars, le Produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale a progressé de 1,1% par rapport au quatrième trimestre de 2015, a indiqué samedi le Bureau national des statistiques (BNS).

C'est la plus faible performance depuis début 2011, date où le BNS a commencé à publier des chiffres sur la croissance en glissement trimestriel; celle-ci s'était établie à 1,4% au premier trimestre 2015, et à 1,5% sur les trois derniers mois de

l'an dernier.

La Chine enregistre sa plus faible croissance depuis 2009

Pékin avait déjà fait état vendredi d'une croissance économique de 6,7% sur un an au premier trimestre et d'indicateurs mensuels très encourageants, témoignant d'une nette accélération de l'activité en mars.

Or, ce récent sursaut économique est principalement dû à la bonne santé de l'immobilier et de la construction, moteurs de croissance "traditionnels" du géant asiatique, selon les données détaillées publiées ce week-end par le BNS.

Le secteur immobilier a ainsi connu au premier trimestre une croissance de 9,1% sur un an, marquant une robuste accélération et représentant 6,8% du PIB, sur fond de rebond des ventes immobilières et des investissements, après un assouplissement du crédit et des contraintes réglementaires.

Dans la foulée, l'industrie de la construction a progressé de 7,8%, tirant dans son sillage l'ensemble de la production industrielle.

"Le gouvernement retourne à ses vieilles recettes pour muscler la croissance, en se reposant sur les investissements immobiliers et les dépenses d'infrastructures", observe Yang Zhao, expert de la banque Nomura.

"Cela ressemble à une reprise +à l'ancienne+, dopée au crédit et tirée par les investissements", propre à alimenter des bulles, avertissait-il, notant que le redémarrage dans l'immobilier ne devrait pas être durable, étant donné l'offre surabondante de logements invendus qui plombe toujours le marché dans les villes moyennes.

Chine: la production industrielle continue de s'essouffler

Les exportations chinoises ont plongé de -25,4 % par rapport à l'an dernier !

En encourageant une nouvelle embardée du volume de crédit –qui a dans l'ensemble triplé en mars par rapport au mois précédent–, en arrosant le système financier de liquidités et en dopant momentanément les investissements, Pékin "peut soutenir la croissance à court terme, mais cela ne fait que retarder les réformes structurelles et le rééquilibrage" économique du pays, commentait Yang Zhao.

La Chine est engagée dans une transition douloureuse vers un modèle économique plus orienté vers le marché, la consommation intérieure et les services.

Ces derniers, s'ils constituent plus de la moitié du PIB, font néanmoins les frais de

l'effondrement des Bourses l'été dernier: le secteur financier a connu au premier trimestre 2016 une croissance de 8,1% sur un an, contre 15,9% un an auparavant.

Source: [romandie](#)

Corée du Sud: Les exportations d'automobiles reculent pour le cinquième mois consécutif en mars

BusinessBourse Le 19 Avril 2016

[Hyundai, Kia, Daewoo ...]



Les exportations de véhicules ont reculé pour le cinquième mois consécutif en mars à cause principalement d'une baisse de la demande dans les marchés émergents et de la baisse rapide du prix des matières premières, a annoncé ce dimanche le gouvernement.

Les exportations ont totalisé 263.197 unités le mois dernier, en retrait de 4,6% par rapport aux 275.999 unités enregistrées l'année dernière, a indiqué le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie.

La baisse en mars est cependant inférieure au recul de 8,1% en février et à la chute de 18,8% en janvier. La valeur totale des exportations a baissé de 5,7% à l'année à 4,03 milliards de dollars mais celles-ci ont augmenté de 34,4% par rapport au mois dernier.

Au premier trimestre, les exportations d'automobiles ont reculé de 10,8% sur un an pour atteindre à 654.494 unités au premier trimestre. «La baisse des prix du pétrole et des matières premières a causé une baisse de la demande dans les marchés émergents au Moyen-Orient et en Amérique Latine», a expliqué le ministère dans un communiqué.

Par ailleurs, la production des cinq fabricants d'automobiles locaux a augmenté de 0,2% en glissement annuel en mars à 415.175 unités grâce à une solide demande intérieure. La reprise du programme de réduction de la taxe d'accise par le gouvernement a alimenté les ventes.

Source: [yonhapnews](#)

Une nouvelle nation de l'OPEP, le Nigéria, se tourne vers le yuan

BusinessBourse avril 19, 2016



Article de Rogue Money, publié le 18 avril 2016 :

« Le règne du pétrodollar vient d'encaisser un nouveau coup ce 17 avril alors que la nation la plus peuplée de l'OPEP a signé un nouvel accord avec la Chine pour augmenter les transactions domestiques et internationales en yuan en lieu et place du dollar.

Dans un accord signé dimanche entre l'Industrial and Commercial Bank of China Ltd et la Banque centrale du Nigéria, les 2 nations se sont entendus sur les termes d'une libre circulation de la devise chinoise dans l'économie nigériane, tandis que la nation africaine productrice de pétrole va inclure le yuan dans ses réserves en devises.

Du China Daily :

« La volonté du Nigéria d'augmenter la disponibilité du yuan a déjà permis au naira de s'apprécier par rapport au dollar, d'après un haut responsable de l'Association des Opérateurs de Bureaux de Change du Nigéria. (...)

L'Industrial and Commercial Bank of China Ltd et la banque centrale du Nigéria ont signé un accord portant sur des transactions en yuan afin de mettre un terme à la baisse de la devise nigériane.

Cet accord prévoit la libre-circulation du yuan entre les banques nigérianes, ainsi que l'inclusion de la devise chinoise dans les réserves du pays. »

Le Nigéria devient ainsi le dernier pays membres de l'OPEP à se distancier officiellement du dollar en commençant à échanger avec d'autres devises que le

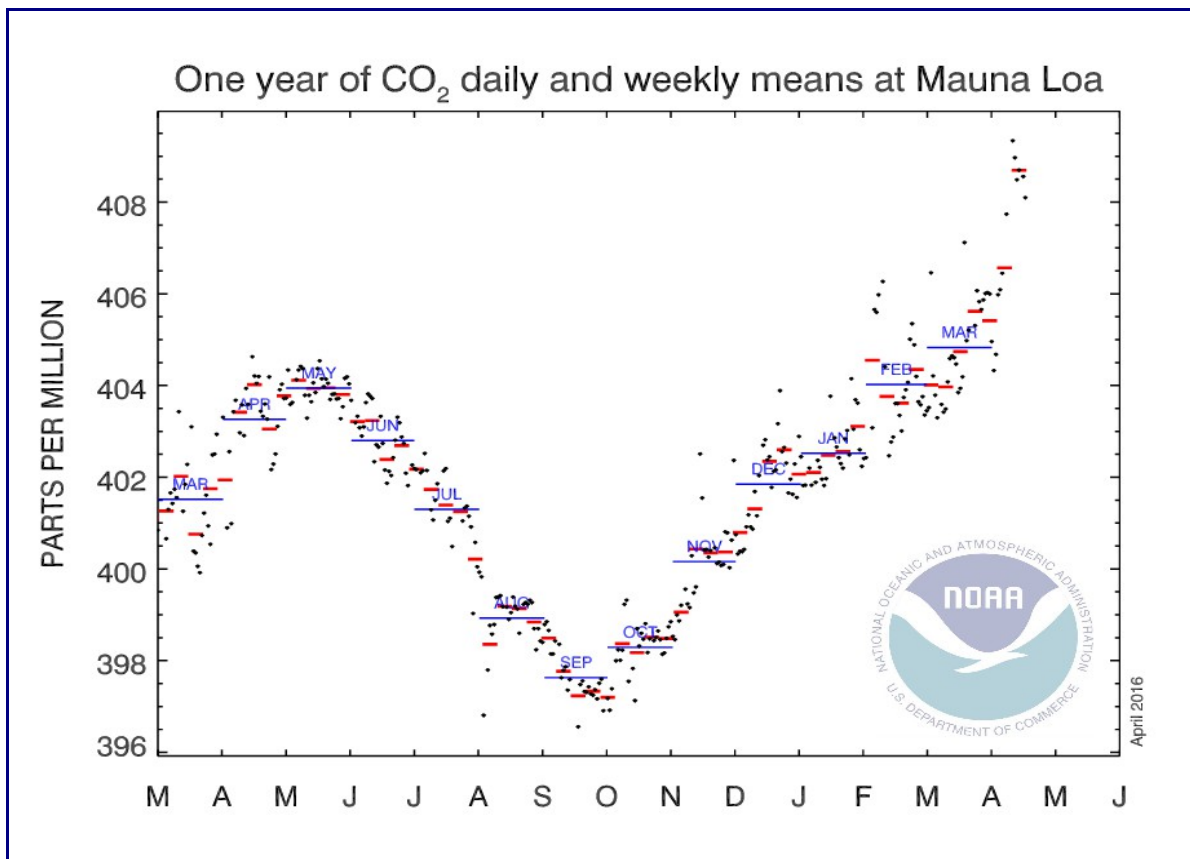
billet vert. Il y a 2 mois, l'Iran annonçait qu'il ne vendrait plus son pétrole en dollars, au lendemain de la levée des sanctions économiques américaines. Désormais, les ventes de pétrole iranien se feront principalement en euro.

Alors que la Russie et la Chine prennent une place toujours plus importante dans le commerce mondial, les jours du pétrodollar et de l'hégémonie américaine sur le système financier mondial sont comptés. (...) »

Concentrations records de CO₂: la barre des 410 ppm en vue à Mauna Loa

Dr Carbone et Mr Pétrole Publié le 18 avril 2016

Le 9 avril, la concentration journalière de dioxyde de carbone a atteint la valeur record de 409,44 ppm à l'observatoire de Mauna Loa, à Hawaï. Pendant la semaine qui a commencé le 10 avril, la concentration moyenne hebdomadaire a atteint 408,69 ppm, + 4,59 ppm par rapport à 2015. Autant de records qui peuvent toutefois être encore battus cette année. Avec une telle vitesse d'augmentation, quid du temps imparti pour limiter le réchauffement global à +2°C ?



Evolution des moyennes journalières (en noir), hebdomadaires (en rouge) et

mensuelles (en bleu), de la concentration atmosphérique de CO₂ à l'observatoire Mauna Loa, à Hawaï. Les derniers records se trouvent tout en haut, à droite. Doc. NOAA

La concentration de CO₂ dans l'atmosphère a atteint la moyenne mensuelle record de 404,83 parties par millions (ppm) en mars à l'observatoire de Mauna Loa (Hawaï) qui fait référence en la matière. C'est 3,29 ppm de plus qu'en mars 2015. L'an passé, le record mensuel avait été établi en mai avec 403,26 ppm. Ce record a été battu dès le mois de février (404,02 ppm) puis donc en mars.

Les augmentations relevées dépassent régulièrement + 3 voire + 4 ppm par rapport à 2015

Il est néanmoins très provisoire car le pic de concentration annuel du CO₂ est traditionnellement relevé en avril – mai, pendant le printemps de l'hémisphère nord, c'est-à-dire avant que la végétation de cette partie du globe n'exerce son rôle de pompe à carbone. Ce record va même selon toute vraisemblance faire un nouveau bond en avril, mois durant lequel l'observatoire de Mauna Loa a déjà enregistré des records de moyennes journalières grimant jusqu'à 409,44 ppm le 9 avril ainsi que des records de moyennes hebdomadaires atteignant jusqu'à 408,69 ppm pour la semaine commençant le 10 avril (+4,59 ppm par rapport à 2015). La barre des 410 ppm en moyenne journalière peut donc être dépassée dès cette année.

A ce stade, les augmentations relevées dépassent régulièrement + 3 voire + 4 ppm par rapport à l'an passé alors qu'elles ont été d'un peu plus de 2 ppm pour les dernières années avec un pic à + 3,05 ppm en 2015, ce qui est déjà une accélération par rapport aux années antérieures. Jusqu'à 2010, cette vitesse était encore souvent inférieure à +2 ppm, comme le montrent les données de l'agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration).

Cette augmentation de la vitesse de concentration de CO₂ peut être en partie attribuée au phénomène El Nino qui a tendance -avec les sécheresses et inondations qu'il provoque- à affaiblir la capacité de stockage de CO₂ des écosystèmes terrestres. Mais elle peut également être attribuée en partie au cumul des émissions de CO₂ issues de la combustion du pétrole, du charbon et du gaz.

La concentration atmosphérique de CO₂ continuera à augmenter même quand les émissions dues à l'homme connaîtront un pic et commenceront à baisser

Mathématiquement, une telle vitesse de concentration a tendance à réduire en plus les chances de parvenir à limiter le réchauffement global à un stade qui ne soit pas

“dangereux” pour l’avenir humain. En effet, d’une part la concentration actuelle de dioxyde de carbone dans l’atmosphère est déjà supérieure à ce qu’il faudrait en 2100 pour espérer limiter le réchauffement à +1,5°C (350 – 400 ppm de CO₂, 430-480 ppm équivalent CO₂ tous gaz à effet de serre confondus), selon les travaux du GIEC, Groupe intergouvernemental d’experts sur l’évolution du climat.

D’autre part, pour conserver grosso modo une chance sur deux de limiter le réchauffement global à +2°C en 2100 depuis l’époque préindustrielle, il convient de limiter la concentration de CO₂ à 450 ppm (530 ppm équivalent CO₂ si on prend en compte tous les gaz à effet de serre), a également expliqué le GIEC.

Problème: la concentration de CO₂ dans l’atmosphère est un phénomène qui possède beaucoup d’inertie. Elle continuera à augmenter même quand les émissions dues à l’homme connaîtront un pic et commenceront à baisser. A ce moment là, c’est juste un ralentissement de l’augmentation de la concentration de gaz carbonique que l’on peut espérer.

Plus la vitesse de concentration du CO₂ augmentera, plus le temps imparti pour parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière à limiter le réchauffement à +2°C, se réduira comme peau de chagrin

La concentration atmosphérique de CO₂ commencera à baisser seulement quand les émissions anthropiques seront inférieures à la capacité d’absorption des écosystèmes terrestres et des océans, c’est-à-dire quand les émissions humaines de dioxyde de carbone auront en fait été divisées au moins par deux. Elles sont actuellement de l’ordre de 40 milliards de tonnes tous les ans... Et une récente étude vient de déterminer qu’une telle dose de carbone est dix fois plus importante que le taux maximal de CO₂ injecté annuellement dans l’atmosphère il y a 66 millions d’années, au maximum thermique du Paléocène–Eocène, un épisode de l’histoire de la Terre marqué par la disparition des dinosaures.

Enfin, plus la vitesse de concentration augmentera, plus le temps imparti pour parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière à limiter le réchauffement à +2°C, se réduira comme peau de chagrin, mécaniquement. Ne permettant pas à ce jour une telle réduction, les ambitions nationales de réduction des émissions (INDCs) données à l’occasion de la COP21 (1) ne doivent être revues qu’en 2025. Or, les 450 ppm de CO₂ risquent bien ne plus être très loin à cette date...

NOTE: (1) 21ème conférence des parties (pays) adhérant à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

BIOSPHERE-INFO, le pacte écologique de Nicolas Hulot

Biosphere 16 avril 2016

Pour recevoir gratuitement ce bimensuel BIOSPHERE-INFO, il suffit de s'inscrire à cette adresse : biosphere@ouvaton.org

La COP1 sur le climat s'est conclu à Paris en décembre 2015, rien n'est finalisé, les émissions de gaz à effet de serre peuvent continuer à s'accumuler. Le prix du baril est au plus bas alors que les réserves fossiles s'épuisent, la situation est d'autant plus paradoxale que pétrole et climat sont liés. Pourtant personne n'envisage politiquement ces enjeux structurels, on valorise le risque terroriste, on oublie les menaces cruciales qui résultent de l'anthropocène, cette action humaine démesurée sur la biosphère. La présidentielle de juin 2017 s'annonce, les candidats de tous horizons se préparent et s'entredéchirent déjà, mais il y a un point commun de tous ces démêlés politiques : l'impératif écologique est aux abonnés absents

C'est pourquoi le Pacte écologique, signé par plusieurs candidats lors de la présidentielle 2007, y compris Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, mais resté lettre morte pendant les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, est toujours d'actualité. Dix ans de perdus. Faudra-t-il que Nicolas Hulot se présente en 2017 à la présidentielle pour que l'impératif écologique soit vraiment pris en compte ? Voici quelques extraits de ce pacte* suivi par quelques témoignages en faveur d'une candidature de Nicolas Hulot.

* *Pour un pacte écologique* de Nicolas Hulot (avec le Comité de veille écologique)

(calmann-lévy 2006, 288 pages pour 18 euros)

1/7) L'impératif écologique, c'est la priorité des priorités

« Madame ou monsieur le futur président de la République, l'impératif écologique n'est pas une priorité, c'est la priorité... Nous sommes arrivés à un carrefour de crises : un péril écologique et social majeur guette l'humanité à échéance rapide et cette menace amplifie et accélère toutes les tendances à l'œuvre entre les hommes sur la planète. L'irréversible est à notre seuil... Il en est malheureusement des changements climatique comme des autres maux de la planète. Ils ne se développent pas progressivement mais de manière exponentielle, même si leurs multiples effets ne se voient pas encore dans toute leur ampleur... Quelles que soient vos options politiques par ailleurs, vos croyances ou vos convictions, vous n'échapperez pas à la confrontation avec ce réel-là. Il est abrupt mais sans échappatoire... il n'y a plus de centre ni de périphérie, il n'y a plus qu'une seule humanité sur une seule planète, soumise aux mêmes contraintes... »

L'impératif écologique ne se présente pas comme un clivage supplémentaire. C'est, au vrai sens du terme, une question d'intérêt général... Le paysage politique qu'il dessine est radicalement différent de ceux auxquels nous sommes habitués, la petite cuisine des divergences rhétoriques, le train-train de la vie politique nationale, les réflexes partisans autour d'une représentation binaire du monde m'apparaissent déplacés, je dirais même coupables et indignes. La crise écologique ne peut plus être un objet de stratégie électorale. C'est au contraire une cause commune... Et si quelque chose émerge, ce ne sera ni à droite ni à gauche, ni au centre, mais au-dessus...

Il s'agit de rassembler ceux qui, à gauche, à droite ou ailleurs, sont décidés à relever le principal défi du temps présente et à s'engager sur un pacte écologique... J'estime qu'il est indispensable que toutes les familles politiques partagent le même diagnostic, qu'elles l'affirment à l'unisson, le véhiculent ensemble et votent de concert les grandes orientations pour une mutation écologique de notre société, d'autant plus qu'elles seront parfois rugueuses... L'impératif écologique invite expressément à construire des passerelles plutôt qu'à ériger des murs. Il faut en finir avec les logiques exclusives de parti, cette psychologie de horde où l'individu abdique toute conscience pour privilégier les intérêts de sa boutique... Ceux camps faussement opposés d'ailleurs car, à droite comme à gauche, on partage le même engouement pour une croissance illimitée, pour l'augmentation du PIB, des productions, des consommations. Je n'ai jamais entendu un dirigeant politique émettre le moindre doute sur ces questions. C'est pourtant bien le fond du problème. Quelle production ? Quelle consommation ? quelle croissance ? »

2/7) Une construction collective pour éviter le pire

En agrégeant toutes les crises à un niveau inouï, en combinant inégalités des richesses et pénurie des ressources, le drame écologique a une capacité de nuisance sans précédent : celle de nous ramener au pire de l'homme et de la barbarie. Mais l'impératif écologique nous offre la chance de construire un véritable mondialisme qui ne soit pas la mondialisation marchande, dont les effets pervers ne sont plus à démontrer, mais une mutualisation planétaire des ressources, des moyens et des cultures.

Voyant que la précampagne de l'élection présidentielle de 2007 s'engageait sans que les questions d'écologie figurent si peu que ce soit au programme des candidats, ce pacte a proposé des avancées ambitieuses mais réalistes, et surtout juridiquement et institutionnellement applicables par le nouveau président dès le début de son mandat.

Les objectifs et proposition du pacte écologique de 2006 sont le fruit d'une réflexion collective, arbitrée par Nicolas Hulot, du Comité de veille écologique. Celui-ci a été constitué en 2000 pour doter la fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme d'un corps de doctrine dans les domaines scientifique, économique et juridique. Les travaux du comité donnèrent lieu à des dizaines d'heures de débats entre des hommes et des femmes grands spécialistes de leur domaines respectifs : Roland Albignac, Robert Barbault, Jean-Paul Besset, Dominique Bourg, Patrick Criqui, Nicolas d'Almeida, Philippe Desbrosses, Christian Dubois, Marc Dufumier, Pierre-Henri Gouyon, Alain Grandjean, Alain Grimfeld, François Guérold. Jean-Marc Jancovici, Lylian Le Goff, Yvon Le Maho, Thierry Libaert, Philippe Marzolf, Marie-Antoinette Mélières, François Moutou, Pascal Picq, Jean-Pierre Raffin, Martine Rémond-Gouilloud et Jacques Weber. Pour que la richesses des échange ne rime pas avec cacophonie, Nicolas Hulot a opéré une synthèse et rendu les arbitrages inévitables pour constituer les bases du pacte écologique.

3/7) La taxe carbone, passage obligé vers une société sobre

L'humanité est prise entre deux menaces, le réchauffement climatique et la déplétion des combustibles fossiles. Notre génération se trouve dans l'obligation d'anticiper et d'amortir ce double choc, si elle ne veut pas condamner l'humanité à subir les lois physiques de la nature. Imaginons qu'il reste suffisamment de pétrole, de gaz et de charbon pour prolonger encore longtemps l'ivresse énergétique : il y aurait renforcement de l'effet de serre et désastre climatique. De plus il paraît impossible de substituer aux énergies fossiles des ressources alternative en volume équivalent. Il faut passer à l'action sans perdre un instant car l'inertie de notre système économique (course au gigantisme des infrastructures de transport et de communication, extension du périurbain, explosion du trafic aérien à bas coût, dispersion des hypermarchés de périphérie, renforcement d'une agriculture productiviste...) ont besoin de quelques décennies pour se transformer radicalement sans chaos. Attendre serait proprement suicidaire.

Il n'y a pas d'autre solution que la réduction de la consommation énergétique globale. La communauté scientifique estime qu'il faut diviser par deux au moins les émissions planétaires de gaz à effet de serre d'ici 2050, en passant d'un peu plus d'une tonne de carbone en moyenne par personne à 500 kilos environ. Cela signifie une division des émissions par quatre en France (et pas plus de dix aux Etats-Unis). Avec l'objectif « facteur 4 », c'est d'ailleurs ce que le gouvernement français s'est engagé à mettre en œuvre. Pour ce faire, il faut introduire une taxe progressive et continue sur toutes les sources d'énergie à base de carbone. Faire

baisser nos émissions annuelles de 3 % par an d'ici 2050, c'est possible. A titre d'illustration, et à partir d'un niveau initial de 40 euros pas tonnes de CO₂ en 2010, l'augmentation serait de 80 euros par tonne de CO₂ tous les dix ans dans le secteur des transports ; elle serait de 40 euros par tonne et par décennie dans le secteur résidentiel ; à 15 euros dans le secteur de l'industrie.

En renchérissant le prix de l'énergie fossile, on privilégie la responsabilisation de chaque producteur et de chaque consommateur, afin qu'il programme ses activités en évitant les surcoûts énergétiques. Des habitudes considérées comme « normales » (circuler en voiture à sa guise, brancher la climatisation, manger des tomates toute l'année...) devront évoluer dans le sens d'un civisme écologique. Or le principal déterminant de la consommation d'énergie, c'est le prix ou, plus exactement, la fraction de pouvoir d'achat qu'il est nécessaire de consacrer à l'énergie.

4/7) Une stratégie industrielle circulaire et fonctionnelle

En lieu et place d'une économie « linéaire » qui, d'un même mouvement épuise les ressources et accumule les déchets, c'est vers une économie « circulaire » (selon l'appellation germanique) qu'il faut s'orienter, en cherchant à rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels. L'ambition industrielle s'inverse : elle ne consiste pas à produire pour produire, mais à réduire, récupérer, réutiliser, re-fabriquer et recycler les productions. Il y a transformation des déchets en ressources et les matières utilisées en matières premières. Au critère de l'intensité productive et marchande, l'économie circulaire substitue son propre régulateur, celui de la durabilité.

L'économie circulaire trouve un puissant allié avec « l'économie de fonctionnalité ». Celui-ci n'implique pas un changement direct des techniques de production. Elle consiste à substituer la vente de l'usage ou de la fonction d'un bien à la vente du bien lui-même. En louant un bien ou en vendant son usage, on n'associe plus le flux financier au renouvellement des objets, mais à leur durabilité. Les produits doivent donc être conçus pour durer. Qu'advierait-il du secteur automobile si les industriels se convertissaient massivement à l'économie de fonctionnalité ? En d'autres termes, s'il devenait impossible d'acheter une voiture, si l'on pouvait seulement la louer ? Les voitures devraient être conçues pour durer. De plus il n'y aurait plus d'effet rebond : les innovations comme une moindre consommation ou une moindre pollution ne seront plus annulés par la croissance du trafic et l'augmentation de la taille des véhicules.

Ce n'est pas tant de produits nouveaux plus propres, plus écologiques, moins

énergivores, dont nous avons besoin dans la mesure où leur effet positif risque d'être annihilé par la tendance lourde à leur multiplication. Si nous voulons sortir de la contradiction production/dégradation, il nous faut disposer de davantage de biens recyclables, réutilisables, récupérables, valorisables ou biodégradables. Le cycle de vie des produits doit être entièrement repensé et la prise en compte de la durabilité devient la règle industrielle n° 1. A l'évidence le marché n'accomplira pas spontanément la mutation vers l'économie circulaire et l'économie de fonctionnalité. Il faut donc que la puissance publique s'engage résolument dans la mise en place coordonnée de ces systèmes. Ouvrir ce chantier, l'encadrer, le planifier et le mener à son terme n'ira pas sans imposer des contraintes réglementaires.

5/7) Une planification de la frugalité

L'idée de planifier une politique de décroissance des consommations de matières premières et d'énergie peut choquer, tant nous sommes habitués aux discours inverses. Mais un tel point de vue recouvre néanmoins un principe de réalité incontournable. Personne ne souhaite aller vers une société de privation et d'abstinence, mais nous n'avons pas d'autre choix que de mettre en place des normes, des réglementations, des instruments fiscaux qui concourront à la modération des productions, des comportements et des consommations. J'entends déjà les cris d'orfraie : c'est une révolution ! Eh bien, oui ! Nous sommes, de fait, engagés dans une révolution, planétaire de surcroît. Qui peut imaginer que le défi écologique pourra se relever à la marge ? Si nous n'opérons pas de manière planifiée, à quoi ferons-nous appel ? Au marché, dont on connaît le peu de cas qu'il fait de l'intérêt général si on le laisse jouer librement ? A la vertu de l'humanité qui, comme chacun le sait, présente quelques fragilités ?

Comme toutes les nations industrialisées, la France participe à l'origine du mal. Il est symptomatique de cette société productiviste et consumériste qu'il s'agit de refonder. Les gens veulent bien accomplir des efforts, beaucoup ont parfaitement saisi les enjeux et s'affirment prêts à réviser profondément leurs modes de vie. Ils savent que le chemin ne sera pas aisé, mais ils ne veulent pas s'engager isolément. Pour avoir le sentiment que leur action individuellement à quelque chose, ils ont besoin qu'elle s'insère dans une dynamique collective. On ne peut leur en tenir rigueur, l'effort doit être partagé. Or l'élection présidentielle présente l'occasion de créer une synergie collective, de se mettre en ordre de marche autour d'un pacte écologique qui rassemblerait les forces vives de la nation. Quel signal envoyé en Europe et au Monde !

Nous avons abusé de tout en tout. Par conséquent, il s'agit de fixer des limites à

notre avidité et à notre cupidité. La société à venir devra mettre fin à la surenchère, choisir ce qui doit continuer à croître et ce qui doit commencer à décroître : moins de biens, plus de liens ! Si nous laissons perdurer la situation actuelle, nous risquons d'entrer dans une société de privation, avec ses systèmes de quotas, ses cartes de rationnement et tout ce que cela peut compter d'atteintes aux libertés. Le meilleur moyen de s'y opposer, consiste à mettre en place sans plus tarder une société de modération.

6/7) Un aménagement du territoire à rendre cohérent

Les politiques d'aménagement du territoire doivent se réorienter à cause des enjeux écologiques et énergétiques. Destinés au départ à faciliter l'accès des citoyens aux services publics, à l'emploi au logement et aux déplacements, ils doivent s'orienter vers l'aménagement durable des espaces urbains, agricoles et naturels sans occupation croissante de l'espace. C'est d'ailleurs ce que prévoit la loi d'orientation et d'aménagement du territoire de 1999, qui a intégré la qualité de la vie et la protection de l'environnement. Pourtant l'aménagement du territoire tel qu'il se poursuit aujourd'hui continue à favoriser l'artificialisation de l'espace au détriment des paysages et des écosystèmes. Ce n'est pas faute d'outils institutionnels (DIACT, ex-DATAR, plans d'urbanisme, lois sur la protection de la nature, loi littoral, loi montagne, loi paysage et même CIADT (Comité interministériel d'aménagement du territoire). A la profusion et à la complexité des lois, à leur affaiblissement par le parlement, à leur manque de suivi, voire à leur non-application par manque de contraintes, s'ajoutent un trop grand nombre de niveaux de décision et une dispersion excessives des responsabilités : commune, département, région, Etat, Union européenne. A l'évidence, il faut simplifier les procédures.

Une triple rupture doit s'accomplir, avec la course aux infrastructures de toutes sortes, avec la tendance à un étalement urbain continu, avec une agriculture de plus en plus industrialisée. Il faut décréter un moratoire sur les projets d'infrastructures et d'équipements, y compris dans les DOM-TOM. Décider par exemple que la desserte autoroutière et routière est désormais suffisante en France qui détient déjà l'un des réseaux parmi les plus denses du monde. Les élus doivent comprendre que leur rôle n'est plus de lancer des projets de « développement » à base d'équipements lourds, mais de mettre en place une gestion du territoire compatible avec la nécessaire sobriété énergétique et la conservation des services rendus par les écosystèmes. Un inventaire du patrimoine naturel doit être fait pour servir de référence incontestée lors des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des schémas de cohérence territoriale (SCOT).

Il faut aussi rompre avec la logique de périurbanisation. Combien pèsent les enjeux écologiques face aux projets d'intérêt général (PIG), qui répondent aux demandes de roclades, de voies ferrées à grande vitesse, les surfaces dédiées au commerce... La limitation drastique de l'expansion périphérique des villes devrait, désormais, figurer comme la priorité des priorités. Il s'agit en somme d'abandonner la traditionnelle politique de séparation des fonctions : zones résidentielles, zones économiques, zones commerciales, zones de loisirs. Il faut s'employer à la densification de petits pôles urbains. Une charte pour l'élaboration des documents d'urbanisme pourrait donner des consignes strictes en l'accompagnant d'un contrôle par l'Etat quant à la consommation d'espace périurbain.

7/7) L'urgence de sortir du tout routier

L'activité des transports, dans laquelle le secteur routier se taille la part du lion (89 % des déplacements de personnes et 80 % du trafic de marchandises) progresse en France deux fois plus vite que l'activité économique générale. En développant un système global fondé sur la mobilité, la prééminence du transport routier façonne désormais tout le fonctionnement de la société. Moteur du dynamisme économique et de la mobilité individuelle, le trafic routier se présente en même temps comme une des causes principales du fameux effet de double ciseau : raréfaction de la ressource pétrolière d'une part et aggravation de l'effet de serre d'autre part.

L'aberration des modes de transports routiers est patente : une personne qui se déplace en ville avec une voiture consomme trois à quatre fois plus de pétrole que si elle empruntait les transports publics ; le transport longue distance par camion d'une tonne de marchandise consomme trois à quatre fois plus d'énergie que par voie ferrée. Toute rationalité semble exclue de nos déplacements en voiture. Alors que la vitesse admise est limitée, 88 % des automobiles vendues aujourd'hui en France peuvent dépasser 170 km/h, un tiers pouvant même rouler à plus de 200 km/h. Comme le moteur d'une voiture est réglé en fonction de sa vitesse maximale, on consomme plus de carburant, on dérègle davantage le climat. Au vu des tendances actuelles, le nombre d'automobiles en circulation sur la planète pourrait doubler d'ici à 2020. En 2010, 1 015 000 de voitures ont été recensées aux quatre coins du monde, contre 980 millions en 2009. Plus de 1 milliard pour 7 milliards d'habitants. Aux Etats-Unis, royaume de la motorisation, le ratio culmine à 1 véhicule pour 1,3 Américain bérés compris.

Il n'y a pas de mystère, c'est à la déconstruction de ce monopole routier qu'il faut travailler. Il faut diminuer la puissance des automobiles mises en vente pour les rendre conformes aux limitations de vitesse (qui sont aussi des exigences de

sécurité). Comme la réglementation technique des automobiles relève de la législation européenne (avis du Conseil d'Etat de juillet 2006), c'est au niveau de l'Union européenne que la décision doit être prise. A l'évidence, tous les Etats européens sont soumis aux mêmes impératifs de changements climatiques et de raréfaction des ressources pétrolières. Cette mesure pourrait s'accompagner d'une réduction de la vitesse maximal autorisée, la France faisant partie des pays européens où elle est la plus élevée.